

Les Avances sur Polices

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 9 Mars 1937, à 14 heures.

PAR

JEAN BOUCHER

Ingénieur civil des Mines

PRÉSIDENT : M. Maurice PICARD, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. DEMOGUE, Professeur.

M. ROUAST, Professeur.



PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

**Les Avances
sur Polices**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551431_0057

Les Avances sur Polices

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 9 Mars 1937, à 14 heures.

PAR

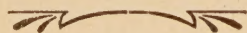
JEAN BOUCHER

Ingénieur civil des Mines

PRÉSIDENT : M. Maurice PICARD, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. DEMOGUE, Professeur.

M. ROUAST, Professeur.



PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON & C^{ie}

158-160, RUE SAINT-JACQUES

—
1937



INTRODUCTION

Les avances sur Polices constituent une opération de crédit : un débiteur à terme consent à fournir à son créancier, avant le terme, une somme destinée à permettre à ce créancier de sortir d'une situation momentanément mauvaise de sa solvabilité.

Nous vivons à une époque où le crédit est un instrument financier dont on a usé au point de donner naissance quelquefois à de regrettables abus. Au lieu de le faire reposer sur des richesses acquises dont la forme se prêtait mal à l'évolution des économies agricole, industrielle et commerciale, les financiers contemporains ont précipité le mouvement en grevant d'hypothèque des richesses futures dont la réalisation peut être incertaine, d'où le danger de telles opérations.

Ces opérations de crédit ont entraîné la mise en circulation dans le public de titres financiers, actions et obligations, constatant les droits de créance de leurs détenteurs. Les valeurs mobilières négociables ont un cours variable déterminé par les transactions des bourses de valeurs, cours le plus souvent différent de la valeur nominale du titre. Ce cours représente la somme que procure la vente du titre correspondant, mais la vente entraîne le dessaisissement et la renonciation à une opération financière intéressante. Pour éviter l'abandon complet de leurs droits, les propriétaires de valeurs mobilières ayant besoin d'argent liquide peuvent emprunter et les banques ont favorisé le développement de

ces opérations, appelées couramment avances sur titres : elles accordent un prêt s'élevant à un certain pourcentage du cours moyen en bourse contre paiement d'un intérêt et remise des titres en garantie par l'emprunteur.

Or, certaines catégories de polices d'Assurance sur la Vie sont de véritables titres financiers ; ce sont celles comportant une obligation de paiement à terme à la charge de l'assureur, ou, selon une expression plus commune et plus compréhensive, celles où l'assureur doit payer dans tous les cas, cas de vie et cas de décès : ce sont d'ailleurs les plus répandues et de beaucoup. Le souscripteur d'un tel contrat, par le versement de ses primes annuelles, se constitue un patrimoine d'une certaine valeur croissant de façon continue pendant la durée du contrat ; cette valeur peut être déterminée à tout moment grâce aux calculs des Actuaires, c'est la Valeur de Rachat.

Ainsi, le souscripteur détient un titre dont la valeur nominale est égale au montant du capital garanti et dont la valeur actuelle est connue, calculée grâce aux données mathématiques des tables de mortalité et des tables financières, et indépendante de toute fluctuation boursière.

Ce patrimoine peut-il être le gage d'une opération de crédit ? Certainement oui : il présente toutes les qualités nécessaires, il est réel et certain, exempt de tout risque. Le souscripteur peut donc s'adresser à un tiers, à un banquier par exemple, lui demander un prêt et lui donner en gage sa Police dans les limites du montant de la valeur de rachat.

Pourquoi ce tiers ne serait-il pas l'assureur qui possède justement les fonds nécessaires pour monnayer cette valeur de rachat ? Les Compagnies d'Assurances ont estimé à juste titre qu'elles pouvaient elles-mêmes avancer les sommes dont

leurs souscripteurs avaient besoin, et sans danger pour leur trésorerie.

En effet, elles sont débitrices à terme du souscripteur ; la réalisation de la condition d'un paiement immédiat en cas de décès de l'assuré, si elle existe, échappant à toute prévision d'ordre individuel, cette modalité ne peut être retenue au point de vue qui nous intéresse. Mais les Compagnies, suivant un procédé de sage administration, évaluent dans leurs bilans annuels la valeur actuelle de leurs dettes envers les souscripteurs, et effectuent des placements de valeur égale.

L'assureur verse donc au souscripteur une somme au plus égale à la valeur actuelle de sa dette à l'égard du demandeur et selon des modalités indiquées dans les conditions générales des polices, renvoyant d'ailleurs aux décisions du Conseil d'Administration. Il trouve ainsi un placement répondant à ses préoccupations et le souscripteur peut faire argent immédiatement de son contrat.

Cette institution des avances est très employée, quelques chiffres vont permettre de nous en rendre compte. Pour l'ensemble des Sociétés anonymes et mutuelles d'assurances sur la vie, françaises et étrangères opérant en France et pour les Sociétés natalité-nuptialité, les capitaux assurés à fin 1935 s'élevaient à 52.562.127.000 francs ; les portefeuilles mobiliers et immobiliers à 12.694.399.000 francs ; les avances sur polices à 608.654.000 francs, soit un peu plus du centième du total des capitaux assurés.

Si nous étudions comment se présente le portefeuille d'ensemble de toutes les Sociétés d'assurances sur la vie, le pourcentage des placements constitués sous forme d'avances sur polices s'élevait en 1931 à 2,95 %, — en 1932 à 3,75 %, — en 1933 à 3,90 % — en 1934 à 4,35 % — en 1935, à 4,80 %.

Les avances sur polices sont chaque année en augmentation, surtout en période de crise et on peut même remarquer qu'elles ne sont pas aussi importantes que la conjoncture actuelle pourrait le laisser supposer. Cependant, elles tiennent une place notable dans les opérations financières quotidiennes des assureurs, et elles sont appelées à prendre un développement de plus en plus important, surtout lorsque les souscripteurs en connaîtront mieux les avantages.

La question des avances sur polices constitue le sujet de la présente thèse ; son étude est divisée en quatre parties.

Dans un premier chapitre sont examinés les textes dans lesquels le législateur a parlé des avances sur polices et ceux dans lesquels les assureurs ont établi les conditions de leur octroi aux souscripteurs qui leur en demandent.

Dans un deuxième chapitre est exposé rapidement le mécanisme financier des opérations d'assurances sur la vie, afin de saisir comment les assureurs ont pu créer le service des avances sur polices.

Dans un troisième chapitre sont passées en revue les diverses opinions émises sur la nature des avances sur polices au point de vue du droit civil.

Dans un quatrième chapitre est faite une étude de droit comparé et particulièrement du droit allemand.

Enfin, dans une conclusion sont indiquées la théorie juridique qui paraît la plus conforme à l'analyse des faits et la mesure dans laquelle pourrait intervenir le législateur.

Cette conclusion est suivie de l'application de la thèse soutenue à la résolution des problèmes qui se posent dans certains cas particuliers.

CHAPITRE PREMIER

Les textes.

Dans ce chapitre sont examinés les textes publics ou privés dans lesquels est traitée la question des avances sur polices.

Au point de vue législatif, c'est seulement en 1930 qu'une loi a établi le régime juridique des contrats d'assurances. De nombreux projets de loi ont précédé celui voté par les Chambres : ils sont étudiés dans une première section, ainsi qu'un décret ayant fait allusion à l'existence des avances sur polices.

Dans quelles conditions le problème a-t-il été résolu par la loi du 13 juillet 1930 ? C'est l'objet de la deuxième section.

Les conditions générales des polices fixant les rapports entre assureur et souscripteur en ce qui concerne le sujet sont exposées dans une troisième section.

SECTION I. — AVANT LA LOI DU 13 JUILLET 1930.

§ 1. — *Le Projet de Loi du 12 juillet 1904.*

Voici comment la question des avances sur polices fut envisagée. Lorsqu'un certain nombre de primes annuelles ont été payées, l'assureur fournit au souscripteur momentanément le moyen, sans résilier le contrat, de se procurer la somme dont il peut avoir besoin auprès de son assureur lui-même. Les Compagnies d'assurance consentent, en effet, généralement, à prêter à leurs souscripteurs une somme qui

n'est jamais supérieure à la valeur de rachat. La police est alors remise à la Compagnie qui est un véritable créancier gagiste, avec cette particularité qu'elle a en gage une créance sur elle-même, comme la Société de Crédit qui fait des avances sur ses propres obligations.

Les rapporteurs insistent sur ce point que les avances de l'assureur au souscripteur doivent avoir le même caractère facultatif que le rachat : en cas de crise financière, de calamité publique ou autre grave conjoncture, les Compagnies doivent pouvoir mettre leurs placements à l'abri des demandes excessives des souscripteurs. Les abus à craindre pour le rachat sont à redouter également pour les avances : les assureurs d'aujourd'hui souriront en apprenant que certaines personnes craignaient que les Compagnies ne profitassent des embarras financiers des souscripteurs pour faire de l'usure. Aussi l'article 68 du projet, deuxième alinéa, exige, lorsqu'une Compagnie accepte de faire des avances aux souscripteurs qui en demandent, que le montant des sommes pouvant être avancées, le taux de l'intérêt, le nombre des primes annuelles à payer pour obtenir des avances, soient déterminés par un règlement arrêté par l'assureur. Ce règlement est déposé à la Direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociales, au Ministère du Commerce et de l'Industrie à l'époque ; il ne peut être modifié qu'en observant les mêmes formalités. De plus, l'assureur doit fournir au souscripteur, sur sa demande, les données nécessaires à la vérification des calculs de la Compagnie.

L'utilité des avances a été mise en partie en évidence ; ouvrir des crédits aux souscripteurs gênés, en ajoutant : le plus souvent pour payer leurs primes. Et alors, question d'honnêteté mise à part, les assureurs ont intérêt à accorder les avances dans des conditions avantageuses, favorables au

maintien en vigueur du plus grand nombre de contrats, chose nécessaire à la réussite des opérations d'assurance. Il ne s'agit pas de faire de l'usure !

La nature juridique est affirmée brièvement : il y a créance sur gage ; cependant le législateur insiste sur cette particularité d'un gage constitué par une créance sur le créancier gagiste.

§ 2. — *Le Décret du 9 juin 1906.*

Pour respecter l'ordre chronologique, il faut intercaler ici l'étude d'un texte qui consacrait indirectement l'existence légale des avances à l'époque où le décret a été rendu, à défaut de loi réglementant le contrat d'assurance. Ce décret est l'un de ceux qui furent prévus en grand nombre par la loi du 17 mars 1905 organisant la surveillance de l'Etat sur le fonctionnement financier des entreprises d'assurances.

L'article 1^{er} indique l'emploi qui doit être fait de l'actif de ces entreprises : le premier paragraphe prévoit sans limitation le placement en avances sur les polices émises par l'entreprise au même titre que les valeurs émises par l'Etat français ou garanties par la loi en capital ou revenu, — les obligations libérées et négociables des départements, communes et chambres de commerce, — les obligations foncières et communales du Crédit Foncier de France, — les prêts sur toutes les susdites valeurs jusqu'à concurrence des trois quarts du montant de leur cours, — (ici se placent dans l'ordre de l'énumération les avances sur polices), — les prêts hypothécaires sur la propriété urbaine bâtie en France, sans pouvoir dépasser, y compris ceux antérieurement inscrits, la moitié de la valeur de l'immeuble.

Le législateur envisage donc les avances sur polices comme

une opération financière de tout repos : ceci explique peut-être l'insistance qu'il apporte à les qualifier de créances sur gage, opération parmi les plus sûres prévues par notre droit.

§ 3. — *Le Projet de loi du 9 mars 1920.*

L'article 66 reprend les mêmes idées que l'article 68 du projet de 1906. Les avances de l'assureur au souscripteur sont facultatives ; les conditions : montant, taux d'intérêt, nombre de primes à payer, sont fixées par un règlement de la Compagnie d'assurances déposé à la Direction du contrôle des Assurances privées, au Ministère du Travail. Les données nécessaires à la vérification des calculs doivent être fournies par l'assureur au souscripteur qui le demande.

Il n'y a rien à ajouter au commentaire de l'autre projet.

§ 4. — *Le Projet de loi du 7 avril 1925.*

L'exposé des motifs résume ainsi la question : au lieu de recourir au rachat qui met fin à l'opération de prévoyance qu'il avait en vue, le souscripteur, momentanément gêné, peut obtenir des avances sur polices. Celles-ci réalisent un prêt avec gage consenti par l'assureur.

Les avances restent facultatives, alors que le rachat est rendu obligatoire pour l'assureur dès que le souscripteur le demande. Les assureurs ont d'ailleurs toujours accordé le rachat et un décret rendu sur la proposition du Ministre du Travail peut suspendre leur obligation si les circonstances l'exigent. Quant aux avances, les assureurs les consentent volontiers jusqu'à concurrence de la valeur de rachat, parce qu'ils exigent la remise de la police et ont ainsi en gage une créance sur eux-mêmes.

Les parties restent libres de fixer le montant des avances

et leur taux d'intérêt. Un règlement général de l'assureur, établi sur avis du Ministre du Travail, détermine seulement le nombre des primes annuelles entières qui doivent être payées par le souscripteur pour qu'il ait la possibilité de demander des avances. Le même règlement détermine d'ailleurs le prix du rachat et le nombre de primes à payer avant que le rachat puisse être demandé.

Pendant les vingt années écoulées depuis le projet de 1904, les avances sur polices sont entrées dans la pratique courante des Compagnies d'assurances, et le législateur a pu saisir la vraie portée de ces opérations : permettre au souscripteur de maintenir en vigueur son opération de prévoyance. Par contre, l'analyse juridique n'a pas changé : c'est un prêt sur gage consenti par l'assureur.

L'assureur reste maître du choix de ses placements : les avances, qui en constituent une catégorie, restent donc facultatives ; mais elles sont accordées facilement : c'est un très bon placement, et il y a lieu de répéter que l'assureur a intérêt à faire jouer la loi des grands nombres pour la sûreté de ses opérations, c'est-à-dire à avoir le plus grand nombre de polices en cours.

Les intérêts concordants du souscripteur et de l'assureur permettent donc la fixation équitable du montant des avances et honnête du taux d'intérêt. Point n'est besoin d'une réglementation contrôlée garantissant l'égalité de traitement des souscripteurs. L'exigence du paiement d'un certain nombre de primes annuelles correspond à une nécessité d'ordre financier pour les Compagnies d'amortir largement leurs frais dès le début d'un contrat.

SECTION II. — LA LOI DU 13 JUILLET 1930.

Le projet de loi de 1925 est devenu la loi du 13 juillet 1930. La question des avances sur polices est résolue brièvement par l'article 77 :

paragraphe 2 : des avances peuvent être faites par l'assureur à l'assuré ;

paragraphe 3 : le nombre de primes à payer avant que les avances puissent être demandées doit être déterminé par un règlement général de l'assureur, sur avis du Ministre du Travail ;

paragraphe 4 : les dispositions du règlement général ne peuvent être modifiées par une convention particulière.

Les avances sur polices constituent une opération facultative pour l'assureur. Seul le nombre des primes à payer est l'objet d'une réglementation légale ; le montant des avances et le taux d'intérêt sont fixés à l'amiable par les parties.

SECTION III. — LES CONDITIONS GÉNÉRALES DES POLICES.

Le législateur a attendu le ^{xx}e siècle pour attaquer le problème de la législation du contrat d'assurance ; après ce long silence, vingt-cinq années de travaux parlementaires furent nécessaires pour aboutir à la promulgation d'une loi.

La même évolution se retrouve dans les conditions générales des polices : pendant longtemps il n'y fut pas fait allusion aux avances ; puis sous l'empire des circonstances, devant le développement pris par ce genre d'opération, mention fut faite dans un article, de la possibilité pour le souscripteur d'obtenir ce qu'on appelait alors des prêts sur polices.

Antérieurement à la loi du 13 juillet 1930, on lisait ainsi dans les conditions générales des polices d'assurance vie entière et d'assurance mixte : la Compagnie accorde des prêts sur tout contrat en vigueur jusqu'à concurrence de la valeur de rachat de ce contrat. Le taux d'intérêt de ces prêts est égal au taux des avances de la Banque de France en vigueur au jour de la demande de prêt ; il ne pourra toutefois être inférieur au taux de 4,25 %.

Le taux d'intérêt de 4,25 % est le taux minimum légal de capitalisation des primes, fixé par le décret du 24 juin 1916 en exécution de la loi du 17 mars 1905.

Postérieurement à la loi du 13 juillet 1930, et en exécution des prescriptions de cette loi, on peut lire dans les conditions générales des polices d'assurance vie entière, d'assurance mixte, d'assurance à terme fixe, et d'assurance de capital différé avec contre-assurance des primes : la Compagnie peut consentir sur tout contrat ayant une valeur de rachat, des versements à titre d'acompte à valoir sur le capital assuré, et ce, aux conditions fixées par le Conseil d'Administration. De plus, pour les polices d'assurance vie entière, d'assurance mixte et d'assurance à terme fixe de beaucoup de Compagnies, il est ajouté que « cette avance « ne sera pas productive d'intérêts dans le cas où elle sera « destinée à payer les frais d'une opération chirurgicale « subie par l'assuré. »

Ainsi les principes posés par la loi sont respectés : caractère facultatif des avances pour l'assureur, fixation du nombre de primes à payer par un règlement général, liberté des parties pour le montant et le taux des avances.

Le règlement de l'assureur indique comme pour le rachat la nécessité d'avoir payé au moins trois primes annuelles entières pour que des avances puissent être demandées ;

les avances ne sont d'ailleurs accordées que sur les contrats ayant une valeur de rachat.

Le taux d'intérêt est fixé par le Conseil d'Administration, plus exactement le taux net égal au taux moyen des autres placements de la Compagnie. Le taux brut est égal au taux net augmenté d'un taux fictif correspondant aux impôts que doit payer l'assureur et dont l'incidence doit retomber sur le souscripteur demandeur d'avance. Parmi ces impôts, le plus important est l'impôt cédulaire sur les revenus des créances, dont l'effet se traduit en 1936 par un prélèvement de 18 % sur les intérêts.

CHAPITRE II

Théorie financière.

Dans un contrat d'assurance, l'assureur s'oblige à payer au souscripteur ou à un bénéficiaire, un capital ou une rente exigible selon des modalités déterminées de terme ou de condition. La condition est la vie ou la mort d'une personne appelée assuré, sur la tête de laquelle on dit que l'assurance repose. En pratique, le souscripteur et l'assuré sont le plus souvent confondus en la même personne physique. Il est équitable que cet engagement soit pris en contre-partie d'une prime dont le paiement est promis par le souscripteur.

Cette prime, en assurance sur la vie, a des caractères distinctifs qui sont exposés rapidement dans la première section par opposition à ceux de la prime en assurance de choses.

Le calcul fait l'objet de la deuxième section, dans laquelle sont énumérés les éléments constitutifs dont la combinaison est à la base des opérations financières de l'assurance sur la vie.

Une particularité de ces opérations : l'existence de réserves mathématiques, est étudiée dans une troisième section.

La constitution de réserves mathématiques permet aux assureurs d'accorder de nombreux avantages aux souscripteurs, et en particulier de leur consentir des avances sur police. Les différents stades du financement de ces transformations du contrat d'assurance sont passés en revue dans une quatrième et dernière section.

SECTION I. — LA PRIME.

L'article 332 du Code de Commerce, en traitant des assurances maritimes, définit la prime comme étant le coût de l'assurance, le prix payé à l'assureur pour la couverture d'un risque.

En assurances de choses, il suffit, en résumé, pour le déterminer de connaître le rapport des sinistres aux risques couverts, rapport sensiblement constant chaque année ; de plus, tous les objets assurés ne sont pas sinistrés tôt ou tard. En assurance sur la vie, il est nécessaire de faire intervenir la variation du risque avec le temps : la mortalité d'un homme varie avec les années et les hommes sont tous mortels ; les primes demandées pour tous les contrats de même catégorie, par exemple pour tous les contrats d'assurance mixte, doivent être théoriquement calculées de telle sorte que le total des primes perçues pendant un temps donné soit égal au total des capitaux assurés payables pendant ce même temps.

En assurances de choses, l'amortissement du coût du risque est annuel ; en assurance sur la vie, il est réparti sur une durée de plusieurs années, si ce n'est même de la vie d'un homme.

SECTION II. — CALCUL DE LA PRIME.

Deux problèmes doivent être résolus avant de pouvoir déterminer la prime d'une assurance sur la vie : connaître avec toute la précision possible les chances de mortalité des divers assurés, — connaître la valeur actuelle de l'obligation pécuniaire de l'assureur.

§ 1. — *Les Tables de Mortalité.*

Représenter par un nombre le hasard qui décidera de la mort d'un homme est impossible, mais lorsqu'il s'agit de la probabilité de renouvellement d'un très grand nombre d'événements de même nature, événements qualifiés communément de fortuits, les mathématiciens ont établi des lois numériques dont les prévisions sont très voisines des manifestations réelles du hasard. La mort de l'homme se trouve être au nombre de ces événements, si fréquents qu'elle se produit de par le monde plus d'une fois par seconde : l'observation de faits nombreux d'ordre comparable a permis de trouver des lois de répartition selon l'âge des mourants, lois dont la probabilité est presque une certitude. Les résultats de cette observation et la formule des lois sont consignés par des spécialistes appelés Actuaires dans des documents statistiques dits tables de mortalité.

Les travaux des Actuaires, centralisés et coordonnés par le Comité des Assurances françaises pendant le cours du XIX^e siècle ont permis d'établir deux tables de mortalité : la table AF ou des assurés français, employée pour les Assurances en cas de décès et les assurances mixtes, — et la table RF ou des rentiers français, employée pour les assurances en cas de vie. Elles se présentent ainsi : des rangées verticales de deux colonnes, la première contenant les âges, la seconde le nombre des vivants, depuis l'âge 0 avec un million de vivants jusqu'à l'âge 104 pour la table AF et l'âge 106 pour la table RF avec 0 vivant.

Le décret du 20 janvier 1906, pris en exécution de la loi du 19 mars 1905, a rendu obligatoire l'usage de ces deux tables pour les Compagnies d'assurances.

§ 2. — *La Table Financière.*

L'assureur s'engage aujourd'hui à couvrir un risque pendant une durée de n années, quelle est la valeur actuelle de la somme qu'il doit posséder à n'importe quel moment de cette durée pour remplir son obligation pécuniaire ? L'unité de temps adoptée dans les calculs est l'année. Le décret du 24 juin 1916, rendu en exécution de la loi du 17 mars 1905, détermine le taux d'intérêt que les Compagnies d'assurances sont autorisées à pratiquer pour la capitalisation des primes : ce taux est de 4,25 % (en 1906 un premier décret l'avait fixé à 3,50 %). Enfin, la table est établie pour une somme de un franc. Il est maintenant facile de dresser la table financière des valeurs actuelles, qui n'est autre que la table d'escompte de la somme de un franc à intérêts composés de 4,25 %, pour des durées de n années.

§ 3. — *Principes du calcul.*

Le premier résultat donné par les calculs est le montant de la prime unique. Celle-ci est telle que la somme des primes uniques versées par les souscripteurs est égale à la valeur actuelle des paiements de l'assureur. Les assurés sont réunis en groupes de têtes de même âge pour des contrats de même catégorie et durée ; plus les têtes de chaque groupe sont nombreuses, plus il est rationnellement possible d'obtenir une mortalité aussi voisine qu'il se peut de celle des tables ; plus il y a de groupes semblables se formant sans cesse, plus les opérations de l'assureur se rapprochent de la certitude mathématique.

Les primes uniques ont le gros inconvénient d'être élevées et le paiement de sommes aussi importantes détourne-

rait de l'assurance tous ceux qui ne posséderaient pas de grandes ressources. Aussi, comme l'assurance repose sur ce principe bienfaisant de garantir le capital qui s'acquiert tous les jours par le travail, l'assureur se contente de primes échelonnées par périodes annuelles. La possibilité offerte par les Compagnies de payer les primes annuelles par semestre ou par trimestre est une question de mode de paiement des primes et non de calcul des primes.

Il doit y avoir équivalence entre les primes annuelles constantes et la prime unique. La prime annuelle constante, d'un usage général, n'est autre chose que la rente immédiate payable d'avance équivalente au paiement de la prime unique, rente calculée pour la durée de l'assurance, ou une durée inférieure si l'assuré préfère ne payer que pendant un temps inférieur à la durée du contrat (assurances à primes temporaires). Rien de plus facile pour les Actuaires que de transformer le capital de la prime unique en une rente temporaire ou viagère servie par le souscripteur à l'assureur : la prime annuelle constante.

La prime unique est le coût véritable de l'assurance, le prix que doit payer l'acheteur d'assurance pour couvrir un risque pendant un certain nombre d'années. La prime annuelle est une facilité de paiement par équivalence, en permettant au souscripteur de s'acquitter par annuités constantes le plus souvent, variables quelquefois, pendant un temps égal ou inférieur à la durée du contrat ; et il faut alors remarquer que le contractant paie non seulement le prix du risque couvert, mais encore le prix du risque supplémentaire que court l'assureur de ne pas toucher toutes les primes prévues, par suite du décès de l'assuré avant le terme du contrat.

SECTION III. — LES RÉSERVES MATHÉMATIQUES.

§ 1. — *Raison d'être.*

Le risque viager dépend de l'âge et augmente avec lui. La table de mortalité des assurés français nous indique que les décès à 30 et à 50 ans sont dans le rapport de 7 à 16, donc en toute équité, les assurés âgés de 50 ans devraient payer 16 lorsque ceux de 30 ans paient 7.

Il serait rationnel de calculer pour tous les âges de la table le prix de l'assurance en cas de décès pour une durée d'un an, mais alors la prime serait variable chaque année comme le risque : elle augmenterait avec l'âge et atteindrait une valeur disproportionnée avec les ressources du souscripteur à l'approche de l'échéance du contrat ; personne n'aurait le courage de poursuivre l'œuvre de prévoyance jusqu'au bout. D'ailleurs, le dernier survivant serait obligé de payer une prime égale au capital assuré après avoir contribué au paiement de tous les décès des personnes de même âge disparues avant lui : ce ne serait ni logique, ni équitable. C'est pourquoi les tarifs sont établis de telle sorte que le souscripteur puisse se libérer par une prime unique, ou son équivalent en primes annuelles constantes. L'assuré paie un prix moyen, c'est l'opération appelée nivellement des primes.

L'assureur encaisse des primes annuelles constantes : au début du contrat, la prime constante est plus forte que la prime variable, pour devenir plus faible vers la fin du contrat. Il peut établir un compte qui comprend la partie des primes constantes non dépensées au début de l'assurance ; cette partie est mise en réserve et capitalisée au taux de 4,25 % fixé par le décret du 24 juin 1916 : c'est le compte des réserves. L'assureur puise dans ce compte les sommes

nécessaires pour venir en aide aux primes constantes en fin de contrat, lorsqu'elles ne représentent plus une couverture suffisante pour le paiement des sinistres. Grâce à ces réserves, le souscripteur peut payer une prime constante pour un risque variable : elles exigent par suite un calcul très exact et un contrôle rigoureux.

La loi du 17 mars 1905, consacrant une pratique constante, prescrit impérativement dans son article 6 que toutes les entreprises qui contractent des engagements déterminés sont tenues de constituer des réserves mathématiques égales à la différence des engagements respectivement pris par elles et par les souscripteurs.

§ 2. — *Réserves individuelles et réserves globales.*

Pour un contrat d'assurance souscrit à prime unique, la réserve à une époque déterminée est égale à la prime unique de la même assurance calculée à l'âge atteint par l'assuré, puisque cette dernière prime est à l'époque considérée celle que doit posséder l'assureur pour pouvoir payer le capital garanti.

Pour un contrat d'assurance souscrit à primes annuelles, la réserve à une date donnée est égale à la différence de la prime unique à cette date de la même assurance calculée à l'âge atteint par l'assuré et de la prime unique d'une rente temporaire ou viagère égale à la prime annuelle contractuelle et payable d'avance de la date fixée à la fin du contrat, ou, en d'autres termes, à la différence des valeurs actuelles de l'engagement de l'assureur (garantie d'un capital) et de l'engagement du souscripteur (paiement de primes annuelles).

L'assureur est donc tenu de déterminer chaque année la

valeur actuelle de sa dette conditionnelle ou à terme à l'égard de l'ensemble des souscripteurs ; il doit savoir chaque année quelles sont les sommes qu'il doit avoir en réserve pour faire face aux engagements contractés. Pour abrégér les calculs, les têtes de même âge sont groupées par contrats de même nature et de même durée ; les formules actuarielles permettent d'obtenir le montant de la réserve individuelle de chaque tête du groupe, des multiplications donnent les réserves totales des groupes, et des additions la réserve globale des contrats de même espèce.

La réserve d'un contrat isolé n'a pas en elle-même de sens précis. Du point de vue mathématique, elle n'est qu'un moyen de calcul pour arriver à un tout dont elle fait partie intégrante. Elle n'a de valeur que si elle est groupée avec des réserves analogues en grand nombre, puisqu'elle est calculée d'après des probabilités, d'après des moyennes : or, les prévisions doivent être établies à partir d'opérations très nombreuses, à peine de s'écarter dangereusement de la réalité. Du point de vue personne, le caractère fictif de la réserve individuelle ressort encore davantage. En effet, on ne peut désigner nommément à l'avance quelles têtes du groupe seront victimes d'un sinistre pendant l'exercice annuel, on sait seulement qu'il peut y en avoir un certain nombre indiqué par les tables de mortalité. Et pour chaque sinistre, la réserve individuelle est bien inférieure au capital garanti par la police qui devient brutalement exigible ; l'assureur puise tout simplement dans la réserve globale de la catégorie les sommes nécessaires au versement des capitaux assurés dont la condition de paiement est accomplie.

Ainsi, une assurance mixte de durée 20 ans, souscrite sur une tête âgée de 30 ans, comporte le paiement de 20 primes annuelles de 4.350 fr. pour un capital garanti de 100.000 fr.

La réserve mathématique du contrat après versement de huit primes annuelles entières, s'élève à 29.320 fr. ; si l'assuré décède à ce moment, l'assureur paiera quand même 100.000 fr. au bénéficiaire, grâce à la fusion des réserves individuelles dans la masse de la réserve globale.

§ 3. — *Utilité.*

La réserve individuelle est une abstraction mathématique, un élément impersonnel de calcul qui est inconciliable avec un droit de propriété, individuel et exclusif. Cette réserve individuelle est partie d'un tout, elle n'a d'importance qu'au titre de fraction d'un ensemble suffisant pour garantir l'exécution des engagements de l'assureur : au cours d'un exercice annuel, les réserves individuelles des contrats non sinistrés doivent contribuer à compléter jusqu'à concurrence du montant du capital garanti la réserve individuelle insuffisante de chacun des contrats sinistrés.

La réserve globale est la mesure du droit de créance des assurés du groupe. Sa constitution est un procédé de sage administration d'un assureur qui veut être certain d'être solvable à l'échéance de sa dette, elle constitue une mesure intérieure de prudente gestion des opérations financières de l'entreprise d'assurances. Son existence repose sur la mutualité, sur le respect de la loi des grands nombres qui fait la force de l'assurance où l'association s'oppose à l'individu.

Le montant total des réserves globales figure au passif du bilan de l'entreprise, dont une copie est communiquée chaque année à la Direction du Contrôle des assurances privées du Ministère du Travail. A l'actif sont indiqués les placements : valeurs mobilières et immobilières, en les-

quelles doit être employée, selon l'article 1^{er} du décret du 9 juin 1906, la valeur actuelle des engagements de l'assureur, c'est-à-dire la somme des réserves mathématiques. L'état détaillé des valeurs de placements, annexé au bilan nous indique entre autres l'emploi en avances sur les polices émises par l'entreprise.

Pour bien préciser les conditions dans lesquelles peut se poser le problème des rapports juridiques possibles entre les souscripteurs et les réserves, il nous faut parler maintenant de la période de roulement des Compagnies d'assurances. Lorsqu'une entreprise est fondée, sa production croît d'année en année, de même les réserves mathématiques ; d'autre part les sinistres apparaissent et deviennent de plus en plus nombreux. Arrive un moment où, la production restant sensiblement constante d'une année à l'autre, les prédécédés sont juste remplacés par de nouveaux assurés ; alors la réserve totale est à peu près stable : ses intérêts, joints aux primes encaissées, pourvoient exactement au paiement des sommes dues en exécution des contrats. Si la production continue d'augmenter, les rentrées d'argent liquide restent supérieures aux décaissements nécessités par les échéances, et les réserves augmentent toujours.

La réserve totale est balancée à l'actif du bilan par des placements, effectués par l'assureur en toute propriété, de capitaux qui sont quelquefois réalisés pour effectuer des opérations financières avantageuses, mais jamais en principe pour payer les sommes exigibles. Ces placements réglementés par la loi constituent une garantie de solvabilité de l'assureur à l'égard du souscripteur et du bénéficiaire ; ils dissipent les inquiétudes que les contractants pourraient avoir quant à la satisfaction de leur droit de créance, conditionnel ou à terme. Et dans cet ordre d'idées, l'article 7

de la loi du 17 mars 1905 les grève d'un privilège spécial affecté au règlement des opérations d'assurances, lequel prend rang après le paragraphe 6 de l'article 2101 du Code civil.

On conçoit donc aisément que les souscripteurs aient un droit de créance sur les biens de l'assureur à concurrence du montant des réserves mathématiques ; on saisit difficilement comment ils pourraient posséder sur elles un droit de propriété, si on considère la réalité des faits et non leur explication. Le véritable coût de l'assurance sur la vie, le juste prix est, comme nous l'avons vu précédemment, la prime unique ; le montant de la prime annuelle constante comprend l'amortissement de la prime unique en plusieurs annuités et la couverture du risque que court l'assureur de ne pas toucher toutes les primes prévues. La comparaison de l'élément complet qu'est la prime annuelle constante et de l'élément simple qu'est la prime annuelle variable de contrats annuels successifs couvrant le seul risque garanti, met en évidence la possibilité de constituer une réserve ; elle explique son existence, mais n'en donne pas le montant qui est obtenu par d'autres calculs actuariels.

N'était l'obligation imposée sagement par le législateur, un assureur imprudent pourrait très bien gérer son entreprise sans constituer de réserves mathématiques. Une Société anonyme par actions, au capital social suffisant, peut couvrir le risque décès en payant les capitaux assurés avec les revenus du capital social et les primes encaissées grâce à une production constante, et encore mieux croissante, comme c'est le cas des Compagnies d'assurances existantes en période de roulement. L'imprudence commise n'aurait de fâcheuses conséquences que si la production venait à diminuer et même à cesser ; ce serait même la catastrophe

si l'avoir social était insuffisant pour faire face aux échéances des contrats. Une telle société ne pourrait fonctionner que dans une atmosphère de confiance, confiance dans l'honnêteté des administrateurs et dans la fidélité des souscripteurs. Or la confiance est un sentiment sur lequel il est décevant de s'appuyer, car il est bien variable.

Le pouvoir législatif a eu raison d'imposer aux assureurs la constitution d'une garantie solide de leur solvabilité.

SECTION IV. — RÉDUCTION. — RACHAT. — AVANCES.

§ 1^{er}. — *Valeur de réduction.*

Lorsqu'un souscripteur cesse le paiement des primes, le contrat d'assurance continue dans les mêmes conditions, si ce n'est le capital garanti qui est réduit : les autres éléments du contrat sont maintenus, en particulier l'échéance et le tarif en vigueur au jour de la souscription. En effet l'assureur possède la somme suffisante pour gérer le risque ; il considère la réserve mathématique individuelle du contrat initial comme étant la prime unique d'une assurance de même nature pour un capital payable sous la même condition ou au même terme. Le montant de ce capital est appelé valeur de réduction.

L'assuré continue à faire partie du groupe dans lequel il était entré au moment de la souscription du contrat, et à ce contrat dont le seul élément modifié est le montant du capital assuré, correspond une réserve individuelle théorique créée par la prime unique constituée par les seules primes périodiques versées par le souscripteur.

L'article 75 de la loi du 13 juillet 1930 exige que 3 primes annuelles au moins aient été entièrement payées. L'article 76 a fixé une valeur minimum ; celle obtenue par le pro-

cédé de calcul indiqué ci-dessus ; mais pour les assurances à terme : mixte, terme fixe, dotale, capital différé, souscrites à primes annuelles constantes, les Compagnies continuent d'appliquer l'ancien mode de calcul employé avant la loi de 1930, lorsqu'il est plus avantageux pour le souscripteur, à savoir la réduction du capital assuré dans le rapport des primes payées au nombre des primes stipulées. En vertu de l'article 78, les assurances temporaires ne donnent pas lieu à réduction, parce qu'elles ne comportent pas de réserve mathématique, ou si infime qu'elle est pratiquement inutilisable : d'ailleurs ces assurances, peu courantes sous forme d'opérations individuelles, ne couvrent que le risque de décès pendant un laps de temps déterminé.

§ 2. — *Valeur de rachat.*

Lorsqu'il y a possibilité de mettre un contrat en valeur de réduction, le souscripteur peut, s'il le préfère, demander le rachat. Avant la loi de 1930, c'était une faculté que les conditions générales des polices accordaient sous réserve du refus de l'assureur s'il le jugeait nécessaire, refus qui ne se produisait jamais en pratique ; depuis la loi de 1930, l'assureur doit obligatoirement payer la valeur de rachat demandée par le souscripteur, sauf cas de force majeure, cas constaté par décret rendu sur la proposition du Ministre du Travail (article 77).

Le rachat annule l'assurance primitive ; l'acte de prévoyance est résilié et l'assureur liquide son engagement en payant une somme déterminée fournie par la réserve mathématique du contrat. C'est la réalisation d'un droit de créance que la loi accorde sous certaines conditions au souscripteur qui résilie son contrat avant terme.

L'article 78 décide que, par exception, ne comportent pas le rachat les assurances de capitaux de survie et de rente de survie, les assurances en cas de vie sans contre-assurance, et les rentes viagères différées sans contre-assurance. Dans le cas des assurances de survie, la réserve mathématique a en effet une très faible valeur. En ce qui concerne les assurances en cas de vie, comme l'assureur ne doit payer le capital souscrit que si l'assuré est vivant à l'époque fixée, il faut éviter que le souscripteur ne recoure trop facilement à un rachat si l'assuré est gravement malade ; sinon les facteurs de mortalité du calcul des primes seraient faussés, car un rachat est alors un décès fictif, et le cas de décès n'est pas couvert dans ce genre d'assurance. Au contraire, s'il y a contre-assurance des primes, l'assureur doit rembourser en cas de décès les primes versées, il accorde une valeur de rachat si le souscripteur la demande. Les assurances temporaires en cas de décès ne donnent lieu ni à la réduction ni au rachat.

Les conditions du rachat (nécessité pour le souscripteur d'avoir versé au moins trois primes annuelles entières, mode de calcul...) sont déterminées par un règlement général de l'assureur, sur avis du Ministre du Travail.

Pour les assurances comportant un terme certain, telles les assurances mixte et terme fixe, la valeur de rachat est calculée en escomptant la valeur de réduction à un taux d'intérêts composés égal au taux des avances sur titres de la Banque de France en vigueur au jour de la demande de rachat, pour le temps restant à courir jusqu'à la date d'expiration de la police. Les règlements des assureurs fixent une valeur minimum de 5 % à ce taux d'escompte.

Pour les assurances dotales avec contre-assurance, la valeur escomptée est le montant total des annuités pleines

versées jusqu'à la date du rachat. Pour les assurances de capital différé avec contre-assurance, la valeur de rachat est égale au total des annuités pleines versées, moins une prime annuelle. La connexité entre le rachat et le cas de décès, signalée précédemment, est mise en évidence dans le calcul de la valeur de rachat.

Pour les assurances comportant un terme incertain, telle l'assurance pour la vie entière, la valeur de rachat est calculée par application d'une règle technique précisée dans les conditions générales des polices. Elle est égale le plus souvent à la réserve mathématique individuelle, diminuée du vingtième de la différence entre le montant du capital assuré et celui de cette réserve, sans pouvoir être inférieure toutefois aux soixante centièmes de la réserve.

Dans tous les cas, l'assureur se réserve un délai de trois mois pour payer la valeur de rachat.

Cet exposé de la question appelle les remarques suivantes. La valeur de rachat n'est prévue que dans les combinaisons d'assurance où l'assureur doit payer dans tous les cas : cas de vie ou cas de mort ; il doit exécuter son engagement tôt ou tard, il peut accepter de se décharger de son obligation avant l'échéance moyennant paiement d'une certaine somme au souscripteur qui demande la résiliation du contrat. Pour les assurances à terme certain l'assureur considère le cas le plus favorable : le paiement en cas de vie au terme de la valeur de réduction correspondant au nombre de primes payées ; le rachat est alors simplement une opération financière d'escompte.

La valeur de rachat est toujours inférieure à la valeur de la réserve mathématique individuelle. A cela il y a plusieurs raisons. Cette réserve individuelle est inférieure au capital garanti exigible par l'accomplissement de la con-

dition : la mort de l'assuré. Il y a nécessité de faire appel à la masse de la réserve globale, car il y a lien de mutualité dans l'espace et dans le temps entre toutes les réserves individuelles : ce lien ne peut être rompu par l'une d'elles sans qu'on en retranche à juste titre le montant de sa participation à la couverture des risques de son groupe.

Et le nombre des rachats ne doit jamais être exagéré, car il conduit à une diminution de sécurité pour tous les souscripteurs, d'autant plus qu'il aurait tendance à se produire au moment de périodes troublées pendant les crises économiques. Or, n'est-ce pas le premier devoir de l'assureur de sauvegarder les intérêts des prévoyants fidèles ? Plus il y a de têtes, plus les opérations d'assurances perdent leur caractère aléatoire et incertain. Le souscripteur qui demande le rachat cause un dommage à ses co-souscripteurs, ce qui peut être une justification de la sévérité des conditions financières du rachat.

D'ailleurs, l'assureur qui a la confiance de ses souscripteurs a placé ses réserves mathématiques en excellentes valeurs achetées alors à un taux rémunérateur ; la Compagnie est sûre parce qu'elle n'a pas à effectuer de déplacements de fonds entraînant fatalement des pertes. Les contrats nouveaux suffisent à faire face aux engagements, et les souscripteurs bénéficient d'une sage administration. Si les rachats se multiplient, il n'y a plus de fonds de roulement et il faut vendre les excellentes valeurs du portefeuille avec de gros risques de perte.

La différence entre le montant de la réserve mathématique individuelle et celui de la valeur de rachat peut être interprétée en partie comme une indemnité allouée à l'assureur pour changement de destination de la réserve : il y a anti-sélection produite par cette faculté donnée au sous-

cripteur de résilier, car l'assurance est un pari d'une longue durée. Le souscripteur est libre d'apprécier les chances de mortalité de l'assuré, mais l'assureur est toujours lié par l'engagement de couvrir le risque. Si les assurés bien portants se retirent de leurs groupes respectifs, leur départ cause un préjudice certain à l'assureur auquel ne restent fidèles que les mauvais risques, dangereux pour ses finances. La longévité de l'assuré qui se retire doit être en effet présumée supérieure à la longévité moyenne du groupe. L'assureur devrait donc calculer le rachat de son engagement en utilisant une autre table de mortalité que celle servant à établir le montant de la réserve, cette autre table étant celle de mortalité des assurés après sélection.

§ 3. — *Avances.*

Lorsqu'un souscripteur demande la valeur de rachat de son contrat, son geste a pour résultat de rendre obligatoire pour l'assureur la résiliation de ce contrat et surtout, chose plus grave au point de vue social, d'annihiler son acte de prévoyance. Cet anéantissement d'efforts de prévoyance doit retenir fortement l'attention des apôtres de l'assurance sur la vie : une proportion extraordinairement faible de contrats arrive normalement à échéance, les autres sont purement et simplement résiliés, ou mis en valeur de réduction ou rachetés. De nombreux événements imprévus peuvent en effet survenir pendant la durée de ces contrats, presque toujours à long terme, et les principaux sont les difficultés financières des souscripteurs : or, c'est au moment où ils en sont victimes qu'ils auraient le plus grand besoin de la protection de l'assurance, car s'ils viennent à disparaître,

leur police sera souvent l'unique ressource de leur famille qui est bénéficiaire.

Les Compagnies d'assurances sont tenues par la loi de constituer des réserves mathématiques en contre-partie de leurs engagements envers les souscripteurs ; ces réserves sont représentées par des placements réglementés. Les assureurs sont donc des capitalistes à la recherche d'emplois sûrs et rémunérateurs d'importantes sommes d'argent. Et voici des souscripteurs qui sont, au contraire, démunis de capitaux, pourquoi ne s'adresseraient-ils pas à leurs assureurs ? C'est pour satisfaire ce besoin de crédit qu'est née la pratique des avances sur polices. Dans beaucoup de contrats, les plus nombreux souscrits d'ailleurs, il est stipulé que le capital assuré sera payable de toute façon au plus tard à une date déterminée. Pour ces contrats, l'assureur accepte de verser une somme d'argent liquide sur la demande de rachat du souscripteur, qui résilie ainsi le contrat. Au lieu d'avoir recours à cette solution extrême, il est raisonnable que l'assureur, pour ne pas anéantir une réserve mathématique individuelle, l'utilise, à la fois dans l'intérêt du souscripteur et dans le sien, en la plaçant dans les mains de ce dernier. Ainsi se révèle la souplesse du mécanisme financier de l'assurance sur la vie. L'assureur trouve un placement pour ses réserves en les confiant aux souscripteurs qui ont des embarras d'argent : il leur consent une avance jusqu'à concurrence de 90 % de la valeur de rachat (pourcentage communément fixé par les Compagnies d'assurances), lorsque cette valeur de rachat existe et que trois primes annuelles entières ont été payées.

L'assureur obtient un placement sûr : la somme dont il se démunir est toujours inférieure à la valeur actuelle de son engagement avec le souscripteur, valeur mesurée par la

réserve mathématique du contrat supérieure à la valeur de rachat ; et la marge de 10 % couvre amplement le risque de non paiement des intérêts d'une année. Cette dernière éventualité entraîne, par convention expresse entre les parties, le rachat d'office du contrat afin que la valeur de l'engagement du souscripteur (paiement de primes annuelles et d'intérêts) n'arrive jamais à dépasser ce qui reste de la valeur de l'engagement de l'assureur à son égard, dont la liquidation permet cette valeur de rachat. En effet, l'engagement du souscripteur augmente à intérêts composés plus vite que la réserve de la police, surtout si elle est mise en valeur de réduction par suite de la cessation concomitante du paiement des primes. Le placement est rémunérateur : l'assureur demande un taux d'intérêt net au moins égal au taux d'intérêt des revenus des autres placements figurant à l'actif du bilan de l'assureur, soit un taux brut compris entre 6 et 7 %.

Placement sûr et rémunérateur pour l'assureur, c'est bien l'opinion des autorités de surveillance et de contrôle des entreprises d'assurances sur la vie au Ministère du Travail, autorisant l'emploi sans limitation des réserves en avances sur polices. Et dans tous les bilans de Compagnies d'assurances, nous trouvons à l'actif un poste dénommé « Avances sur polices d'assurances de l'entreprise. »

D'après le décret du 9 juin 1906, une entreprise d'assurances ne peut consentir des avances que sur les polices émises par elle-même. A la rigueur, elle pourrait le faire pour les polices d'autres Compagnies en s'assurant le crédit de l'Etablissement émetteur qui seul possède la contrepartie pécuniaire, mais ce serait multiplier inutilement le nombre des opérations ; il est plus simple que le souscripteur s'adresse directement à son assureur.

Grâce aux avances sur polices, le souscripteur dispose d'un

moyen de crédit commode et peu onéreux. Les formalités sont simples et rapides ; le taux d'intérêt est bien moins élevé que celui des prêts hypothécaires, et depuis 1930, il est indépendant du taux des avances sur titres de la Banque de France, échappe à ses fluctuations, par suite a des chances de lui rester inférieur pendant les périodes de crise financière. L'opération est renouvelable d'année en année jusqu'à la date d'expiration du contrat prévue à la souscription, et comme la valeur de rachat augmente chaque année, le souscripteur peut même obtenir un supplément d'avance à chaque échéance annuelle.

Les intérêts des deux parties se rejoignent sur le point suivant : le contrat continue, c'est à savoir que le souscripteur bénéficie toujours de la couverture du risque et que l'assureur continue de recevoir les primes. L'effort de prévoyance n'est pas brutalement anéanti ; il est maintenu, même dans la mesure où il contribue à permettre de remédier à une gêne financière passagère, puisque c'est l'épargne des années prospères qui vient combler le déficit des années de crise ; d'ailleurs la raison d'être primordiale des avances est de permettre de faire face à une échéance de prime.

Et c'est un moyen de diminuer le nombre des résiliations, or la continuité du service des primes est nécessaire pour la bonne marche des opérations d'assurance dans l'intérêt de la mutualité des assurés. A tel point que lorsque le contrat d'assurance n'est conclu qu'après le passage d'une visite médicale par l'assuré, de nombreuses Compagnies d'assurances accordent une avance sans intérêt lorsqu'elle est destinée à couvrir les frais d'une opération chirurgicale (conditions générales des polices d'Assurance Vie entière, Mixte et à Terme fixe). Une telle faveur se justifie parce qu'elle permet au souscripteur d'envisager sans hésitation une opération qui

peut prolonger la vie d'un homme, et le fait de l'accorder procède d'une belle considération morale. Pour être complet, il faut ajouter, en se plaçant à un point de vue plus réaliste, que cette mesure évite peut-être une résiliation, ce qui est conforme à l'intérêt général.

CHAPITRE III

Nature juridique.

Ainsi les polices d'assurances souscrites de telle sorte qu'il est certain que l'obligation de l'assureur de payer le capital garanti prendra naissance, présentent une particularité remarquable : il est prévu dans les conditions générales que l'assureur peut consentir au souscripteur d'une telle police l'avance d'une somme d'argent, et la loi ratifie cet usage.

Si l'avance sur police a eu pour premier but, lors de son institution, de faciliter le paiement des primes, elle a pris rapidement une extension beaucoup plus grande. Et la question s'est posée, très controversée au point de vue juridique, de savoir, à quel contrat de notre droit peut être assimilée l'opération. Le Code civil a adopté le principe moderne, du pouvoir de volonté : dans un contrat, ce sont les parties qui fixent elles-mêmes les obligations résultant de leur accord. La loi ne fait que préciser, s'il en est besoin, les effets juridiques dont la cause réside dans l'autonomie de la volonté ; elle interprète plutôt qu'elle ne commande, et ses dispositions ne sont impératives que lorsque l'ordre public ou les bonnes mœurs l'exigent.

Les contrats sont parmi les plus nombreux faits généraux d'obligations et les rédacteurs du Code civil ont exposé les principes généraux qui les régissent en consacrant plusieurs titres à l'étude de ceux qui étaient les plus courants à l'époque et qui servent de modèles. L'avance sur police,

contrat principal ou contrat accessoire au contrat d'assurance, est-elle un contrat qui s'apparente à l'un des contrats-types prévus par le code ? L'opinion a été soutenue qu'une telle opération était un contrat de prêt à intérêt, ou encore un prêt à intérêt sur gage.

Une autre opinion est également défendue ; elle correspond à un point de vue différent et même opposé. L'avance sur police n'est pas un contrat générateur d'obligations, mais un mode d'extinction d'obligation ; c'est un paiement partiel qui diminue d'autant une obligation préexistante.

Prêt, paiement : tels sont les deux pôles de la discussion. Pourtant il est permis de se demander, en faisant intervenir la notion de temps, s'il n'y a pas eu plutôt une évolution, dont l'origine et la conclusion seraient la thèse du prêt et celle du paiement.

Le chapitre est divisé en trois sections où sont étudiés successivement : dans la première section, les formalités à accomplir auprès des assureurs pour obtenir des avances sur polices ; dans la deuxième, les jugements des tribunaux ayant dû examiner la question à l'occasion de procès ; dans la troisième, les théories soutenues par la Doctrine. Une quatrième section est consacrée au droit comparé.

SECTION I. — LES ASSUREURS.

Lorsque les Compagnies d'assurances ont décidé d'étendre leur activité aux opérations d'avances sur titres, jusqu'alors pratiquées par les banques, elles ne l'ont fait que dans la mesure où il s'agissait d'avances sur des polices émises par l'entreprise. C'était déjà modifier les éléments juridiques de l'opération. Cependant, sensibles aux analogies, elles ont employé pour qualifier l'opération, une terminologie dont la

détermination n'a peut-être pas toujours été justifiée par un grand souci d'exactitude. Il suffit pour s'en rendre compte de lire les conditions générales des polices dans leur rédaction avant et après la loi du 13 juillet 1930,

§ 1. — *Avant 1930.*

L'expression couramment employée est celle de « prêt sur police ». Au début de l'institution, aucune mention n'est faite dans les contrats d'assurances de cette faculté d'emprunter et les assureurs consentent à prêter au souscripteur une somme égale à tout ou partie de la valeur de rachat à condition qu'il leur remette la police en garantie. Il faut insister sur ce point que c'est une mesure gracieuse, qu'ils se réservent le droit de ne pas prendre ; mais il faut ajouter aussitôt, pour être juste, qu'il n'y a jamais eu de refus arbitraire.

L'usage établi, un paragraphe des clauses des polices de presque toutes les Compagnies est intitulé « prêts sur polices », et indique dans quelles conditions, déjà vues précédemment, l'assureur accorde des prêts sur polices. Entre les deux parties intervient un contrat dont voici un modèle de rédaction :

« Vu la police n° ... et en raison des primes versées par
« M..., la Compagnie consent à lui avancer, à valoir sur la
« valeur de la police, une somme de ... francs. Cette avance
« est faite à titre temporaire seulement et le souscripteur
« devra la restituer à la Compagnie le ..., de façon à réta-
« blir le contrat dans la valeur primitive. Il devra, de plus,
« tenir compte des intérêts de ladite somme, à raison de ... %
« par an, qu'il paiera à la Compagnie en même temps que
« les primes de la police. A défaut de paiement d'une seule

« prime ou fraction de prime à son échéance, ou de règle-
« ment d'un seul terme d'intérêts, ou de la restitution de la
« somme avancée à l'époque convenue, le contrat sera résilié
« de plein droit si bon semble à la Compagnie, qui aura
« droit d'y mettre fin en réglant la valeur du contrat à
« l'époque, calculée d'après le taux en usage pour les rachats,
« et sous déduction des sommes avancées en principal, inté-
« rêts et accessoires. Le souscripteur s'interdit expressément
« de transporter et de donner en nantissement la police jus-
« qu'au jour de la restitution. Il remet à l'instant la police
« du contrat entre les mains de la Compagnie qui le recon-
« naît. »

Cette formule, datant du début du siècle, conviendrait parfaitement à un contrat de prêt à intérêt : l'assureur prête une somme au souscripteur qui se trouve alors obligé de rembourser à une échéance fixée et de verser des intérêts avant cette date. L'inexécution de ces obligations entraîne la résiliation du contrat, la déchéance du terme pour le remboursement du prêt consenti et la Compagnie, bénéficiant de la compensation entre sa dette mesurée par la valeur de rachat et celle du souscripteur, verse le solde créateur à ce dernier. La notion de gage se trouve indirectement invoquée par le fait que le souscripteur s'interdit toute cession et tout nantissement à un tiers, mais n'en dépose pas moins son contrat entre les mains de l'assureur qui lui en donne reçu, contrat qui constitue un titre de créance sur la personne même de l'assureur.

L'occasion de dire ce qu'il faut penser de cette assimilation de l'avance sur police à un prêt et de l'existence d'un gage se présentera plus loin.

§ 2. — *Depuis 1930.*

Les rapporteurs des projets de loi dont est sortie la loi du 13 juillet 1930, maintiennent toujours la thèse que les avances sur polices réalisent un prêt avec gage consenti par l'assureur et soulignent cette particularité d'un gage constitué par une créance sur le créancier gagiste. Après la promulgation de la loi du 13 juillet 1930, les assureurs ont donné une nouvelle rédaction aux conditions générales de leurs polices, et les principales Compagnies françaises ont unifié les termes de cette rédaction. Or l'expression employée est celle d'avances sur polices ; celle de prêt n'est plus imprimée, sauf dans les conditions générales de quelques Compagnies étrangères.

Il est curieux de constater que chaque projet de loi succédant à un autre voyait s'accroître le libéralisme du législateur dans la réglementation des avances sur polices ; la loi de 1930 ne parle plus que de la détermination du nombre des primes annuelles qui doivent avoir été payées pour qu'une avance puisse être consentie, et toute liberté est laissée pour fixer la quotité de la somme et le taux d'intérêt. La justification en est donnée dans les travaux des rapporteurs : la question des avances n'a pas encore été suffisamment mise au point dans la pratique pour qu'elle soit légalement résolue, mais l'analyse sommaire de l'opération en tant que contrat de prêt sur gage continue à figurer dans les rapports. Au contraire, les Compagnies d'assurances, cherchant à accorder à leurs souscripteurs des conditions de plus en plus libérales, ont fini par considérer les avances sur polices comme étant des paiements d'acomptes à valoir sur leur dette d'exigibilité future certaine. Elles utilisent aujourd'hui le mot avance en lui donnant son sens propre de paiement anticipé.

Aussi lorsqu'un souscripteur demande une avance à la

Compagnie émettrice de son contrat, elle lui verse la somme demandée, et lui en demande un reçu qui peut être libellé ainsi :

« Je soussigné, M... reconnais, par le présent, avoir reçu
« de la Compagnie ... la somme de ... francs, à titre de
« versement à valoir et à retenir par priorité, en principal
« et accessoires, sur toutes sommes qui pourraient, à raison
« de la police n° ..., dont je suis titulaire, être dues à moi-
« même ou aux bénéficiaires, soit à mon décès, soit à
« l'échéance, soit par suite de rachat ou pour toute autre
« cause. En compensation de la perte de revenu résultant
« pour la Compagnie ... de ce prélèvement sur la réserve
« mathématique de ce contrat, je m'engage à payer à la
« Compagnie ... un intérêt de 3. % l'an, plus ... d'impôt,
« soit ... francs le ... de chaque année et pour la première
« fois le ... Je déclare, en outre, que le défaut de paiement
« (après mise en demeure par lettre recommandée) d'un seul
« terme des intérêts et impôts stipulés ci-dessus, équivaldra
« à la demande définitive, de ma part, de rachat de ladite
« police, au jour de l'échéance du terme impayé. Je me ré-
« serve, d'autre part, le droit de reverser à la Compagnie ...
« la somme ci-dessus à toute époque et même par fractions. »
Suivent la date et la signature.

L'assureur demande donc un reçu au souscripteur demandeur d'une avance et une copie est remise à ce dernier à titre de documentation. Aucune pièce n'est échangée entre les parties où mention soit faite de la remise de la police, en dehors de ce reçu qui ne comporte aucune allusion à la question. Cependant, en pratique, le souscripteur doit déposer sa police entre les mains de la Compagnie d'assurances, et si l'opération se fait par correspondance, il est indiqué dans la réponse

de l'assureur au demandeur qu'il doit lui faire parvenir la police.

Que conclure, si ce n'est que tout se passe comme un paiement. L'assureur, débiteur d'une somme d'argent envers le souscripteur créancier à terme du capital assuré, exécute partiellement son obligation en lui versant un acompte sur sa dette. L'article 1244 du Code civil, en son premier alinéa, déclare que « le débiteur ne peut point forcer les créanciers » à recevoir en partie le paiement d'une dette, même divisible. » Mais exception peut être faite au principe de l'indivisibilité du paiement, si le créancier se met d'accord avec le débiteur. Or c'est bien le cas présent : non seulement le créancier donne son consentement, mais il l'offre, et c'est le débiteur qui accepte de conclure l'accord nécessaire en droit.

Le paiement d'un intérêt est justifié par l'assureur comme étant la compensation d'une perte de revenu résultant d'un prélèvement sur la réserve mathématique. En effet, l'assureur a la jouissance de cette réserve et les revenus qu'elle lui rapporte entrent en ligne de compte dans le calcul des primes. L'intérêt est exigible annuellement, à terme échu, aux dates anniversaires du versement de l'avance. Le non-paiement entraîne le rachat d'office : il est nécessaire à la sécurité financière des opérations d'assurance sur la vie, ainsi qu'il a été dit précédemment, et le souscripteur qui a obtenu une avance déclare expressément dans le reçu que son refus équivaut à la demande définitive de rachat. Cette stipulation est conforme aux termes de l'article 77 de la loi du 13 juillet 1930 : le souscripteur doit demander le rachat qui est alors obligatoire pour l'assureur, donc possible légalement dans l'espèce présente.

Pour permettre le règlement de la situation lorsqu'il y a refus de paiement, la Compagnie d'assurances rappelle

au souscripteur par lettre recommandée la date de l'échéance, la somme due et la conséquence du non-paiement. Si cette lettre reste sans effet, la Compagnie en envoie une deuxième, toujours dans la forme d'un pli recommandé, pour l'informer : que sa police d'assurance N°.... se trouve résiliée, que cette résiliation entraîne le rachat de son contrat aux termes de l'acte d'avance et comme il est dit à l'article 10 des conditions générales, et que le solde de la valeur de rachat s'élevant à francs est à sa disposition ou lui sera adressé sous déduction des frais d'envoi et de timbre dès qu'il en aura fait la demande. Dans l'article 10 est indiqué comment se calcule la valeur de rachat.

L'acte d'avance ne contient donc pas seulement un reçu, mais aussi une convention entre les parties, d'après laquelle tel geste du souscripteur : le défaut de paiement, entraîne telle conséquence : la résiliation du contrat. Comme les avances ne sont possibles que sur les polices ayant une valeur de rachat de par leur nature et leur ancienneté, cette résiliation se traduit par l'ouverture du droit du souscripteur à la valeur actuelle du contrat, déduction faite du montant de l'avance, acompte déjà versé sur la valeur de la police. L'assureur, s'étant libéré partiellement, n'est plus débiteur que du solde.

Les primes continuent d'être exigibles aux échéances fixées dans le contrat ; leur non-paiement entraîne automatiquement la mise en valeur de réduction du contrat, à laquelle correspond une valeur de rachat désormais constante. Ce n'est pas une raison pour que le souscripteur cesse de payer les intérêts de la somme avancée s'il préfère maintenir son contrat en vigueur. Au contraire, le souscripteur qui ne paie plus les intérêts prend cette décision le plus

souvent pour cause d'insolvabilité, et pour cette même raison les primes, dont le montant est beaucoup plus élevé, ne sont plus versées. Il n'y a vraiment qu'une seule solution possible, celle du rachat, si on veut maintenir la sécurité financière des opérations d'assurances sur la vie.

§ 3. — *Conclusion.*

Un fait ressort très nettement de la lecture comparée des conditions générales des polices : l'évolution remarquable de la qualification juridique de l'avance sur police. Lorsque les Compagnies d'assurances ont décidé d'effectuer ce genre d'opérations, elles ont dû s'entourer de toutes les garanties nécessaires à la bonne marche de leurs affaires ; étant donné les lourdes responsabilités pécuniaires dont elles sont chargées à l'égard de leurs souscripteurs, il est normal qu'elles agissent avec la plus grande prudence. Aussi ont-elles cherché au début à effectuer l'opération sous une forme juridique qui apporte la sécurité voulue ; comme le Code civil n'avait pas prévu expressément le cas, elles ont pris pour modèle le contrat de prêt. C'était peut-être exagérer la gravité du cas : l'assureur fait sortir de sa caisse une somme d'argent prélevée sur le fonds commun de couverture des risques dont la gestion lui est confiée, il veut avoir la certitude de son remboursement ; en effet, en assurance, l'intérêt général, qui se manifeste par l'application de la loi des grands nombres, ne peut que souffrir de l'affaiblissement des participations à la mutualité des assurés, des souscripteurs demandeurs d'avances.

Mais il a bien fallu reconnaître que ces prélèvements sur la réserve mathématique avaient une contre-partie dans le versement des primes du souscripteur. Car ce sont ces primes, capitalisées par l'assureur, qui permettent à ce der-

nier, non seulement de payer au bénéficiaire le capital garanti dès le décès de l'assuré, mais encore de payer au souscripteur ce même capital si l'assuré est vivant à l'échéance. L'assureur est donc débiteur à terme et il n'attend pas le dernier moment pour réaliser les disponibilités nécessaires : il les constitue progressivement en cours de contrat et, comme il a été vu, détermine chaque année la valeur actuelle de sa dette. S'il distrait une somme de cette valeur en réserve pour la remettre entre les mains de son créancier à terme qui lui demande une avance, n'est-ce pas un paiement partiel anticipé ?

Instruites par l'expérience des faits, les Compagnies d'assurances ont fini par établir ce que l'on pourrait appeler une doctrine de concordance des intérêts des parties en présence, et elles appliquent cette doctrine dans leurs rapports avec les souscripteurs. L'intérêt du souscripteur est de maintenir son effort de prévoyance jusqu'au terme fixé ; l'intérêt de l'assureur est d'avoir le plus grand nombre possible de contrats en vigueur. Si le souscripteur a besoin d'un secours financier, n'est-il pas naturel que ce soit l'assureur qui le lui apporte, et dans les conditions les plus libérales compatibles avec la solidité de ses opérations ?

Les faits s'enchaînent très bien. Le souscripteur a besoin d'argent, l'assureur a des capitaux à placer ; tout emprunteur doit payer un intérêt au prêteur, l'assureur ne demande que la compensation de sa perte de jouissance ; et puisque le souscripteur est créancier à terme de l'assureur, ce dernier va tout simplement lui verser un acompte à concurrence de la valeur actuelle de la créance. Mieux encore, pour inciter les souscripteurs à reprendre leur effort de prévoyance dans son intégrité première, les Compagnies accordent toutes facilités de reverser l'avance à toute époque

et même par fractions : le capital assuré est ainsi partiellement ou totalement reconstitué, et c'est un simple virement entre deux comptes des placements effectués par les Compagnies pour emploi des réserves mathématiques.

Si la Compagnie demande au souscripteur de remettre sa police entre ses mains, ce n'est pas pour avoir un gage et ce n'est pas pour prendre une mesure vexatoire à son égard ; au contraire, elle tient à sauvegarder les intérêts des tiers sans être obligée de mentionner sur la police qu'une avance a été consentie par la Compagnie à telle date et pour telle somme. En effet, un tiers est susceptible de faire crédit au souscripteur d'un contrat d'assurance et de demander ce titre en garantie : l'article 65 de la loi du 13 juillet 1930 a prévu le cas ; si le titre est déjà déposé au siège de la Compagnie, le souscripteur ne peut remettre au tiers un gage de valeur diminuée ou presque nulle et l'induire ainsi en erreur. Le dépôt de la police est une nécessité pour éviter aux tiers d'être les victimes d'abus de confiance toujours possibles, et sans imposer de gêne au souscripteur.

SECTION II. — LA JURISPRUDENCE.

Les tribunaux ont eu à connaître de la question des avances sur polices à l'occasion de contestations dont ils furent saisis. Ils n'ont pu établir une doctrine unique en la matière parce qu'ils sont obligés de tenir compte des circonstances particulières entourant chaque cas. Parmi ces circonstances, les plus gênantes sont celles tenant à la volonté des parties que les juges doivent respecter, et cette volonté peut donner à l'acte un caractère qu'elle est seule à justifier en droit. Les juges doivent éviter une solution théorique absolue et adopter une décision d'espèce.

Les quatre paragraphes suivants sont consacrés à l'étude d'autant de causes, et à l'occasion de la même cause se rencontrent quelquefois les deux thèses du prêt et du paiement, l'une en première instance, et l'autre en appel.

§ 1^{er}. — *Affaire de la « Caisse des Familles ».*

Dans la période fiévreuse du développement des opérations d'assurances sur la vie au début de ce siècle, une concurrence effrénée conduisit de nombreuses entreprises nouvelles à oublier les règles de prudente gestion sagement respectées par toutes celles d'aujourd'hui. C'est ainsi que la « Caisse des Familles » fut déclarée en faillite. Le premier devoir du syndic fut de recouvrer les créances parmi lesquelles il comptait les avances sur polices antérieurement consenties par la Société. Des souscripteurs refusèrent de les reverser à l'amiable, d'où procès. Le Tribunal de la Seine prononça le 9 décembre 1903 un jugement donnant gain de cause aux souscripteurs.

Les attendus du Tribunal constituent une véritable étude de la technique financière de l'assurance sur la vie. C'est un contrat annuel que l'assureur s'engage à renouveler d'année en année contre paiement de primes annuelles, uniformes et moyennes, et non croissantes comme le risque. Une partie de la prime sert à couvrir le risque et l'autre est déposée au crédit du compte du souscripteur pour les années ultérieures. L'assureur crée ainsi une réserve dont il a la gestion et la jouissance, mais sur laquelle le souscripteur possède un droit de créance éventuel si le contrat est résilié avant terme. L'assureur peut transférer ses droits : l'avance sur police est un transfert dans le cadre des opérations essentielles de l'assurance sur la vie, et ce n'est pas un prêt puisque le souscripteur a un droit

de créance : c'est un paiement anticipé, une opération de compte courant. Il ressort des conditions générales des polices que le remboursement n'est pas obligatoire, le paiement des intérêts non plus (sauf sanction de la résiliation du contrat). Les avances sur polices constituent une conséquence et une modalité du contrat d'assurance sur la vie, une opération et une fluctuation du compte courant entre l'assureur et le souscripteur, elles ne peuvent être imputées que sur l'indemnité payable au terme ou sous la condition du contrat, ou sur l'indemnité de rachat. Le syndic n'est pas fondé à réclamer le remboursement des avances parce qu'il y a compensation entre éléments d'un compte courant, entre dette et créance procédant d'une même cause, entre avance et valeur de rachat (article 446 du Code de Commerce).

Appel fut fait de ce jugement, et la Cour de Paris rendit un arrêt le 30 juin 1904 où raison fut donnée au syndic de faillite. Peut-être en Cassation, l'arrêt eût-il été cassé, mais il n'y eut pas de pourvoi. La thèse du Tribunal était favorable au développement des avances sur polices qui était déjà considérable à l'époque ; on pouvait lui reprocher de se placer à un point de vue trop général et d'oublier des circonstances de fait qui motivèrent une opinion différente de la Cour.

Dès le début des considérants de l'arrêt, la Cour constate que l'article 10 des conditions générales emploie les termes d'emprunt et de prêt pour qualifier l'opération, que la convention s'affirme dans sa consistance et sa teneur et par la forme comme un contrat de prêt, que telle est la commune intention des parties avec dépôt de police pour sûreté. Il y a nantissement régulier et valable, bien que toutes les formalités légales ne soient pas accomplies, vu que le débi-

teur et le créancier sont confondus, donc la signification au débiteur est inutile, et que l'enregistrement n'est pas substantiel, mais donne seulement date certaine. La réserve est générale et collective, et, à ce titre et pour cause, la Compagnie, représentant l'universalité des souscripteurs, en a la propriété : la dette de l'assureur est future. La stipulation des intérêts démontre la persistance du prêt. Il n'existe aucune convention de compte courant entre les souscripteurs et la Compagnie. Les avances ne constituent pas une opération essentielle de l'assureur, mais une opération statutaire liée au décès de l'assuré pour l'exigibilité. Celle-ci peut se produire du fait de la résiliation du contrat par la cessation des opérations de l'assureur. Il ne peut y avoir compensation entre la dette de la Compagnie dont la cause se trouve dans le contrat d'assurance et la dette du souscripteur dont la cause se trouve dans le contrat de prêt, parce que ces deux contrats sont distincts, de natures différentes, et de dates diverses, encore qu'il faille être souscripteur pour emprunter. Enfin, la créance de l'assuré n'est pas liquide, elle ne doit pas être privilégiée, afin que le principe d'égalité des faillites soit respecté.

Cet arrêt fut très critiqué à l'époque, non pour la solution qu'il donnait à un problème particulier, mais par le précédent qu'il créait en jurisprudence. En effet, cet arrêt était susceptible de jeter le trouble dans l'esprit des souscripteurs, qui pouvaient craindre une surprise désagréable dans le cas où leur assureur ferait de mauvaises affaires, ce qui à l'époque se produisait malheureusement quelquefois.

Le souscripteur qui faisait preuve de bonne volonté pour continuer son effort de prévoyance en demandant au besoin une ouverture de crédit à son assureur, ce qui était une

marque de confiance, risquait d'être plus mal traité que celui qui abandonnait son assurance en demandant la valeur de rachat, ce qui était un acte opportun mais socialement condamnable. En cas de faillite, d'après l'arrêt précité, le premier devait d'abord verser à la masse une somme égale à l'avance qu'il avait reçue et qu'il avait dépensée, ne serait-ce qu'à payer ses primes, avant de produire à la faillite pour sa part de réserve au marc le franc, d'où perte d'argent ; le second, au contraire, tirait son épingle du jeu, et même s'il ne touchait qu'un dividende parce qu'il s'était laissé surprendre par la faillite, il n'avait pas de débours à supporter sur sa caisse. En matière de prévoyance, il ne doit pas y avoir place pour de telles spéculations.

On ne pouvait mieux se conformer aux circonstances de la cause et en particulier à la volonté des parties que ne l'a fait la Cour dans son arrêt. Mais la volonté des parties n'est pas toujours facile à saisir, l'expression qui la traduit par écrit n'est peut-être pas fidèle, et les parties pèsent-elles toutes les conséquences de l'emploi de tel ou tel terme ? D'autant plus que le contrat d'assurance est en grande partie un contrat d'adhésion, et que c'est l'assureur qui en l'occurrence détermine l'appellation juridique de l'opération d'avance sur police. L'étude des considérations générales des polices des assureurs faite dans la section précédente, a montré que les modifications nécessitées par la loi du 13 juillet 1930 ont provoqué l'occasion de sanctionner l'évolution des idées en écartant toute assimilation à un prêt. Le Tribunal de Paris, par une juste analyse des opérations d'assurance sur la vie, avait indiqué la bonne voie.

§ 2. — *Affaire de la « Compagnie Algérienne. »*

La Compagnie Algérienne, créancière d'un souscripteur d'une police d'assurance sur la vie, avait pratiqué une saisie-arrêt entre les mains de la Compagnie d'Assurances Générales sur le capital dû au bénéficiaire du contrat par suite du décès du souscripteur assuré, auquel une avance avait été consentie de son vivant. Les bénéficiaires, tirant argument de leur droit personnel et direct sur le capital assuré, demandèrent mainlevée de la saisie-arrêt afin que la Compagnie d'Assurances Générales pût les payer, et le Tribunal d'Algérie l'accorda en un jugement du 6 avril 1908.

Voici le résumé des attendus du Tribunal au point de vue qui nous intéresse. La Compagnie Algérienne argue d'une avance consentie par la Compagnie d'Assurances Générales, dont le souscripteur est débiteur envers elle ; sa succession doit la rembourser et recueillir le bénéfice du contrat d'assurance en même temps que les charges qui pèsent sur lui. Or, d'après un avenant, le souscripteur a demandé une avance sur la valeur actuelle de sa police ; ce n'est pas un prêt puisqu'il n'y a pas obligation de rembourser ; il y a stipulation d'intérêt, sanctionnée par le rachat d'office, parce que l'avance est un paiement partiel avant l'échéance ; le souscripteur n'est à aucune époque débiteur d'une obligation. En cas de non remboursement, l'assureur retient le montant de l'avance sur les sommes dues. Demander une avance est pour le souscripteur une faculté de révoquer partiellement ou totalement la stipulation pour autrui, et cette faculté n'a rien d'incompatible avec la clause bénéficiaire. Le Tribunal décide que la Compagnie d'Assurances Générales doit payer le capital assuré aux bénéficiaires et la succession rembourser la Compagnie Algérienne.

L'affaire fut portée en appel devant la Cour d'Alger, et son arrêt du 18 octobre 1909 confirma le jugement du Tribunal. Reprenant le principe d'un arrêt de la Cour de Cassation du 22 juin 1891, la Cour distingue les droits qui naissent pour le souscripteur et les droits qui résultent pour le tiers bénéficiaire : l'attribution au souscripteur de certaines facultés, comme celle de demander la valeur de rachat, ne fait pas échec au principe de la stipulation pour autrui, et le souscripteur assuré a, tant qu'il vit, des droits qui ne sont anéantis que par son décès au profit du bénéficiaire. En particulier, s'il y a avance sur police, ce n'est pas un prêt, puisqu'il n'y a pas de remboursement exigible, c'est un paiement partiel anticipé révoquant partiellement la stipulation pour autrui.

Deux idées s'entremêlent dans cette affaire : la notion du droit personnel et direct du bénéficiaire et la nature juridique de l'avance sur police. Il est hors de doute que les bénéficiaires du contrat en litige devaient pouvoir toucher le capital garanti, diminué bien entendu du montant de l'avance déjà versée par la Compagnie d'Assurances Générales. Mais la Compagnie Algérienne soutenait que l'avance était une opération d'une nature telle qu'elle constituait le souscripteur débiteur de l'assureur, donc sa succession après son décès ; de plus, retournant la formule « L'accessoire suit le principal », le contrat devait suivre le sort de la charge dont il était grevé et tomber dans la succession. Les juges étaient obligés d'écarter ce moyen détourné de remettre en question le droit du bénéficiaire d'une assurance sur la vie en sapant son fondement. L'avance n'est pas un prêt, mais le versement d'un acompte sur le capital assuré que le souscripteur est toujours libre de prélever, et si le capital devient exigible par suite de son décès, les rapports juridiques entre

les parties sont très simples : il y a un débiteur, l'assureur, qui doit le solde du capital à un créancier, le bénéficiaire.

Il faut, au passage, attirer l'attention sur ce fait que l'avance a été consentie par avenant, c'est-à-dire par modification du contrat primitif et non par addition d'un nouveau contrat, ce qui implique la reconnaissance d'une connexité entre l'opération d'assurance et l'opération d'avance sur police.

§ 3. — *Affaire de la « New-York ».*

Une avance sur police avait été accordée à un souscripteur par la New-York Life Insurance Company ; elle était remboursable en 1906 et un intérêt de 5 % l'an devait être servi à la Compagnie. A défaut du paiement des intérêts ou du remboursement, le contrat était résilié de plein droit, et la Compagnie payait la valeur de rachat diminuée du montant de l'avance et des intérêts arriérés. Tout transport ou nantissement par le souscripteur était interdit avant le remboursement. Les primes furent payées jusqu'en 1906, comme il était stipulé au contrat, l'avance ne fut pas remboursée, la Compagnie ne réclama pas le remboursement, et les intérêts furent payés jusqu'en 1908. En 1910, survint le décès du souscripteur assuré ; l'ayant droit demanda le paiement du capital stipulé diminué du montant de l'avance et des intérêts arriérés, mais la Compagnie ne voulut verser que la valeur de rachat diminuée de la même somme. D'où procès : un jugement du Tribunal de la Seine trancha le litige le 6 juillet 1911, dont appel ne fut pas interjeté.

Les juges constatent qu'il y a volonté des parties d'établir entre elles un lien de prêteur à emprunteur conformément aux articles 1905 et suivants du Code civil ; toutes les formes de l'acte lui donnent le caractère d'un contrat de

prêt ainsi que les opérations qu'il suppose, les formules des dispositions, les écrits et les opérations matérielles. Une somme est prélevée dans la caisse de la Compagnie, puis versée au souscripteur avec stipulation d'intérêts et obligation de remboursement que seul un prêt permet de supposer, alors qu'une avance constitue, au contraire, un paiement anticipé par le débiteur, un encaissement par le créancier définitif et exclusif de remboursement. Le prêt est accompagné de la remise de la police au prêteur constatée dans l'acte, équivalente à un nantissement avec dépossession réelle du propriétaire au profit du gagiste et conservation par ce dernier. Si les intérêts ne sont pas payés à l'échéance, la New-York s'est réservé le droit, le contrat étant tenu pour résilié, de liquider la situation par le rachat : cette disposition de l'objet même remis en gage, avec tous pouvoirs de convertir en somme d'argent, est un pacte commissaire tacite interdit par le Code civil et nul de nullité absolue. Les parties sont donc liées par un contrat d'assurance et un contrat de prêt, le règlement doit s'effectuer ainsi : versement par la Compagnie du capital assuré (et non de la valeur de rachat) diminué du montant du prêt en principal et intérêts.

Ce jugement montre bien le danger qu'il y avait, et le peu d'attention qu'on y avait porté, en assimilant l'avance sur police à un contrat de prêt, surtout en allant jusqu'au point de considérer le dépôt de la police comme un gage. La stipulation du rachat d'office était alors rendue inopérante par la nullité du pacte commissaire. La thèse du prêt a été retenue par les juges, puisque les parties avaient employé le terme, mais ici elle tourne à l'avantage du souscripteur, au contraire de ce qu'il a été vu se produire en

cas de faillite de l'assureur dans l'affaire de la « Caisse des Familles ».

Tout ceci dénote une imprévision des conséquences dans le choix d'une qualification juridique des opérations d'avance sur police, et si les juges sont obligés de se soumettre à la volonté des parties en tant qu'elle est respectueuse de la loi et de l'équité, il est permis de se demander si cette volonté s'exprime toujours en des termes d'une parfaite conformité.

§ 4. — *Affaire de la « Réserve Mutuelle ».*

Plutôt que de se soumettre aux exigences de la loi du 17 mars 1905, de nombreuses Compagnies étrangères préférèrent liquider les opérations d'assurances sur la vie qu'elles avaient entreprises en France. Parmi elles, la Réserve Mutuelle des Etats-Unis voulut procéder ainsi : répartir les réserves mathématiques entre les souscripteurs dont les contrats étaient en cours dans la plénitude de leurs droits, puis le solde disponible entre les contrats échus par l'arrivée du terme ou du sinistre. Bien entendu, les bénéficiaires des contrats échus protestèrent et intentèrent un procès, jugé le 23 juillet 1912 par le Tribunal de la Seine.

Les juges décidèrent que tous les contrats en cours ou échus devaient participer à la liquidation au prorata du montant de leurs réserves mathématiques individuelles. Mais la Réserve Mutuelle avait consenti des prêts à des souscripteurs, et les juges furent obligés de régler leur cas particulier : en ce qui concerne les prêts consentis par la société à certains souscripteurs et qui représentent des avances à retenir sur le capital assuré au moment du règlement, il n'y a point lieu d'en ordonner le rapport à la masse ; en effet, aux termes des actes, la société ne peut, en cas de résilia-

tion du contrat par le souscripteur, réclamer le remboursement des avances faites ; il y a seulement lieu de les déduire de la valeur du contrat ; au cas de liquidation, la même solution s'impose d'autant plus que la résiliation est du fait de l'assureur.

Ainsi les avances étaient qualifiées de prêts, mais aucune obligation de remboursement n'était stipulée, et le règlement s'est effectué comme s'il y avait eu paiement d'une somme à valoir sur le capital assuré : seul le solde était pris en considération pour la liquidation.

§ 5. — *Conclusion.*

Il résulte de cette étude de la jurisprudence que les Compagnies d'assurances ont tâtonné longtemps avant de résoudre le problème des règles de droit auxquelles elles devaient soumettre les opérations d'avances sur polices. Au moment où furent tranchés les différends dont les éléments viennent d'être exposés, les juges devaient suppléer à l'inexistence d'une loi pour protéger les souscripteurs contre les clauses léonines qui pouvaient être introduites dans les Conditions Générales par des assureurs indignes ou simplement maladroits. Et les souscripteurs étaient souvent désagréablement surpris, du fait que les conditions générales étaient rédigées par les Compagnies d'assurances, n'étaient pour ainsi dire jamais discutées entre les parties, de telle sorte que le contrat d'assurance était un contrat d'adhésion. Aussi les juges, lorsqu'ils étaient appelés à intervenir parce qu'il y avait procès, furent-ils amenés souvent à interpréter les clauses de contrats de façon à en atténuer les fâcheux effets pour les souscripteurs.

Une fois, dans l'affaire de la « Compagnie Algérienne »,

la thèse du prêt a été adoptée par les tribunaux : elle était favorable aux bénéficiaires de l'assurance. Une autre fois, dans l'affaire de la « Caisse des Familles », le Tribunal de 1^{re} instance retint la thèse du paiement conforme aux intérêts des souscripteurs, mais la Cour se rallia à la thèse du prêt après consultation d'un jurisconsulte, M. Lyon-Caen ; la Cour respectait la volonté des parties telle qu'elle était exprimée, mais exprimée de façon si critiquable, que les assureurs auraient préféré que la Cour acceptât quand même le principe de la compensation pour aboutir à une solution donnant toute satisfaction aux souscripteurs. C'est ainsi qu'on en vint à accorder des prêts sur polices sans stipuler une obligation de remboursement, afin de permettre la compensation, ce qui fut le cas dans l'affaire de la « Réserve Mutuelle ».

Comme l'avaient si bien vu les juges du Tribunal de la Seine, en 1903, c'est la notion de paiement, reprise d'ailleurs en d'autres jugements, qui permet de concevoir la meilleure formule juridique s'appliquant aux avances sur polices. C'est vers elle que s'acheminaient par étapes successives les partisans de la thèse du prêt, et l'unification des conditions générales des polices résultant de l'entente de la plupart des Compagnies françaises d'assurances, a consacré la disparition de l'emploi du mot prêt, ainsi qu'il a été dit précédemment.

Reste à savoir si les arguments donnés à l'appui de la thèse du paiement sont au-dessus de toute critique, en particulier celui consistant à affirmer qu'il existe un compte courant ouvert aux souscripteurs chez l'assureur. Le Tribunal de la Seine, dans l'affaire de la « Caisse des Familles », voulait établir un lien de connexité permettant la compensation malgré la faillite, il émit l'opinion qu'il y

avait compte courant. Or il n'existe pas dans la comptabilité des Compagnies d'états par Doit et Avoir des opérations entre elles et chacun de leurs souscripteurs, si ce n'est les comptes individuels que la loi du 17 mars 1905 leur impose de tenir pour les participations aux bénéfices. Les opérations d'assurances sont essentiellement collectives : une caisse unique reçoit pêle-mêle les versements de tous et permet de satisfaire les droits de créance des bénéficiaires en cas de vie ou en cas de décès. Dire que tout se passe comme s'il y avait un compte courant est donc inexact au point de vue matériel, mais n'en correspond pas moins certainement à la commune intention des parties. Il n'y a qu'à constater le développement important des avances dans la pratique moderne, développement lié sans aucun doute à celui des opérations d'assurances sur la vie et fonction de ce dernier, car les avances sont aujourd'hui considérées par tous les souscripteurs et les assureurs comme une suite normale du contrat d'assurance, un des avantages pécuniaires apportant la sécurité que permet l'assurance : il y a connexité évidente, aussi bien financièrement qu'intellectuellement.

Dans l'état actuel des mœurs, la Compagnie d'assurances est une véritable banque d'une souplesse et d'une sûreté de fonctionnement remarquables, où chaque déposant verse ce qu'il peut, quand il veut, et retire ce qu'il lui faut quand il en a besoin, autant d'opérations entraînant autant de variations du montant de la dette à terme ou sous condition de l'assureur envers lui.

SECTION III. — LA DOCTRINE.

Deux camps se retrouvent encore en doctrine : des auteurs soutiennent la thèse du prêt, d'autres défendent l'opi-

nion du paiement ; de plus, certains analysent le dépôt de la police entre les mains de l'assureur comme étant un nantissement. Trois paragraphes sont donc nécessaires pour examiner les arguments en faveur de la théorie, soit du prêt, soit du prêt sur gage, soit du paiement anticipé.

§ 1^{er}. — *C'est un prêt.*

Dans sa thèse soutenue en 1900, M. Francez, au cours de son étude de la réserve et des valeurs de réduction et de rachat en assurance-vie, signale que les Compagnies, en vertu d'une clause des polices, avancent souvent au souscripteur besogneux une certaine somme calculée d'après le chiffre de sa réserve. Il met en garde contre cette conclusion que la réserve appartient au souscripteur en cours de contrat ; c'est la solution inverse qu'il faut au contraire en déduire : car, dit-il, les Compagnies réalisent ainsi un prêt, comme il est dit dans les clauses des polices.

D'après l'auteur, le souscripteur n'est qu'un emprunteur, et, à l'appui de son affirmation, il fait remarquer qu'il ne peut en être autrement, parce que l'assureur ne sait pas encore si le contrat sera résilié ou s'il arrivera à échéance ; or dans ce dernier cas, l'assureur doit maintenir la réserve individuelle du souscripteur dans son intégrité au sein de la réserve totale du groupe, et ce, par une retenue sur le capital assuré jusqu'à concurrence du montant de l'avance ; d'ailleurs, au cas de résiliation, le montant de l'avance est également retenu sur le capital assuré.

La qualification juridique de l'opération par M. Francez est donc celle employée à l'époque par les assureurs, celle qui traduisait alors la volonté des parties et qui n'est presque plus utilisée aujourd'hui. La réserve est la propriété

de la Compagnie ? mais la réserve n'a pas d'existence matérielle : c'est un nombre actuariel qui exprime la valeur du droit de créance des souscripteurs à l'égard de l'assureur et que ce dernier inscrit au passif de son bilan. L'assureur, pour tenir ses engagements, effectue des placements dont il a la propriété et qu'il porte à l'actif de son bilan, mais si ces placements sont accomplis entre les mains de ses souscripteurs, rien ne l'empêche d'abandonner son droit de propriété entre les mains de personnes qui sont ses créanciers, à concurrence de la somme versée, tout en conservant indirectement la jouissance, conformément aux conditions financières du fonctionnement des opérations d'assurances sur la vie.

Une thèse soutenue en 1903 par M. Bedorez traite de l'assurance sur la vie utilisée comme moyen de crédit. L'auteur analyse les clauses du contrat passé entre la Compagnie et un souscripteur qui demande une avance sur police, et conclut que la nature juridique de l'opération est un prêt à intérêt : l'assureur prête une certaine somme, le souscripteur est obligé de verser des intérêts et de rembourser à une échéance déterminée. L'inexécution des obligations à la charge de l'emprunteur entraîne la résiliation du contrat : la Compagnie devient débitrice de la valeur de rachat, mais comme il y a échéance du terme pour le remboursement du prêt consenti, elle a le droit d'exiger le remboursement immédiat : il y a deux dettes liquides et exigibles qui se compensent.

M. Bedorez reproduit les clauses du contrat alors établi par les assureurs. Rien n'interdit d'utiliser cette formule juridique pour régler les rapports entre les parties ; cependant, il ne faut pas la juger d'après ses effets en des cir-

constances normales, prévues d'ailleurs dans le texte, mais bien d'après ses conséquences dans des cas extraordinaires tels que celui de la faillite de l'assureur, où les intérêts des souscripteurs ont particulièrement besoin d'être bien défendus. Or la jurisprudence, comme il a été vu, ne donne pas tous les apaisements désirés sur ce point.

Deux autres thèses soutenues en province en 1911, celles de M. Bonnecase et de M. Quennelle, mentionnent la faculté d'emprunter sur la police consentie par les Compagnies d'assurances à leurs souscripteurs. En conséquence, l'opération est toujours considérée comme un prêt à intérêt.

§ 2. — *C'est un prêt avec garantie.*

Dans son rapport sur le projet de loi sur les assurances du 12 juillet 1904, M. Lyon-Caen, professeur à la Faculté de Droit, note que les assureurs consentent, à concurrence de la valeur de rachat, à procurer de l'argent à leurs souscripteurs momentanément gênés. La police est remise à la Compagnie qui est un véritable créancier gagiste, avec cette particularité que le gage est une créance sur elle-même, comme la Société de crédit qui fait des avances sur ses propres obligations. M. Hémard, professeur à la Faculté de Droit, et M. Ancey, juge au Tribunal de Commerce, reprennent la même doctrine dans l'exposé des motifs du projet de loi du 7 avril 1925. Les avances sur polices réalisent un prêt avec gage consenti par l'assureur ; celui-ci exige la remise de la police et a ainsi en gage une créance sur lui-même.

La comparaison entre l'avance sur police d'une Compagnie d'assurances et l'avance sur titre d'une Société de cré-

dit n'est pas parfaite : il y a une opposition de principe. La Société de crédit émet des obligations en représentation des prêts qu'elle consent par ailleurs et profite, à son seul avantage personnel, de la différence entre les taux de l'intérêt qu'elle demande à ses emprunteurs et de l'intérêt qu'elle verse à ses obligataires ; elle procède à des mouvements de capitaux et en tire des revenus. La Compagnie d'assurances reçoit les cotisations que les souscripteurs prélèvent sur leurs revenus et veulent bien lui confier pour les transformer en capitaux, au moyen de placements dont elle a la responsabilité ; elle procède à des mouvements de revenus et en tire des capitaux. En d'autres termes, la Société de crédit se place sur le terrain de la spéculation pure, tandis que la Compagnie d'assurances se place sur le terrain de la prévoyance, d'où certes toute idée de spéculation n'est pas exclue, mais où le but principal est de constituer le capital et non pas seulement de le faire fructifier.

Quant à considérer le dépôt de la police entre les mains de l'assureur comme un gage, l'idée a été reprise par quelques thèses où son étude met en relief les difficultés juridiques qu'elle soulève et les arguments qui la condamne. Ainsi, M. Delalande, dans sa thèse soutenue en 1926, fait remarquer qu'il est stipulé dans l'avenant que la police doit être remise à la Compagnie en garantie du capital et des intérêts ; aucun terme n'est imposé pour le remboursement, mais si l'assuré décède ou si le rachat est effectué d'office pour non-paiement des primes et des intérêts, la Compagnie ne verse que la différence entre la somme due et la somme avancée.

Cette dernière clause est valable : par le jeu des circonstances indiquées au contrat, le prêt rendu exigible se compense légalement avec l'indemnité due ; le contrat de prêt

est un contrat accessoire du contrat d'assurance du fait qu'il est rendu possible par l'existence de réserves pour risques en cours. S'il y a prêt sur nantissement, on ne peut convenir que le créancier se paiera lui-même sur la valeur en nantissement ; il a beau être à la fois créancier et débiteur de la même personne, c'est un pacte commissaire interdit par l'article 2078 du Code civil. La clause de rachat d'office est nulle, et cette nullité entraîne l'impossibilité de faire des prêts sur polices avec la sécurité financière nécessaire.

Déjà en 1909, M. Julliot de la Morandière, professeur à la Faculté de Droit, avait fait un tour complet de la question dans sa thèse en confrontant les différentes théories en présence et en recherchant la nature juridique de la garantie.

La première théorie qu'il examine est celle du compte courant. Le contrat d'assurance sur la vie est une série de contrats annuels, la réserve est un dépôt au crédit du souscripteur pour parer aux insuffisances à venir ; il ne peut y avoir prêt, il y a compte courant entre l'assureur et le souscripteur qui ne peut être contraint ni au remboursement, ni aux intérêts. M. Julliot de la Morandière répond qu'il n'y a pas de dépôt car les primes sont acquises à la Compagnie et, par ailleurs, on stipule souvent un remboursement et toujours des intérêts en assurance sur la vie alors qu'il n'en est jamais stipulé en banque. Il faut ajouter que rien ne justifie dans les écritures comptables de la Compagnie l'existence d'un compte courant.

Seconde théorie envisagée, celle d'une remise de fonds à titre de paiement anticipé de la créance. M. Julliot de la Morandière oppose qu'il n'y a pas volonté de mettre fin

aux rapports juridiques entre les parties, mais plutôt de permettre au souscripteur de les continuer : les réserves mathématiques restent intactes au bilan, la possibilité d'un remboursement et le versement d'intérêts sont prévus. Cet argument fait poser une question qui appelle une réponse nette. Un paiement anticipé, éteignant partiellement et non totalement une obligation, met-il fin aux rapports juridiques entre les parties ? Certainement non. Lorsqu'un souscripteur met son contrat en valeur de réduction par la cessation du paiement des primes, il n'en continue pas moins d'être assuré après modification du montant du capital assuré selon les clauses du contrat ; les rapports juridiques ne sont pas interrompus, et il est même prévu que le souscripteur peut remettre sa police en vigueur dans l'intégralité financière primitive. Si ce souscripteur demande une avance, il diminue d'autant le capital assuré, mais avec l'intention de poursuivre son effort de prévoyance à concurrence du solde en continuant de payer ses primes et l'espoir de rétablir le montant initial de la garantie du risque. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'assureur, indifférent aux variations dues à des opérations individuelles, ne touche pas à la valeur des réserves mathématiques globales inscrite au passif du bilan et modifie seulement la répartition de ses placements entre les différents postes de l'actif, parmi lesquels se trouve celui des avances sur polices dont la valeur diminue d'autant sa dette.

Reste la troisième théorie adoptée par l'auteur, celle d'un prêt. Ce sont le nom et les clauses de l'opération qui le prouvent. En effet, l'expression employée par les assureurs à l'époque est celle de « prêt sur police », et les actes sont rédigés en conséquence, mais faut-il accepter ainsi purement et simplement la thèse des parties en présence, ou

plus exactement d'une seule partie ? Est-ce alors prudent de la prendre en outre comme seul juge de la cause ? Son opinion est-elle définitive ? C'est à voir.

A propos de la nature juridique de la garantie, M. Julliot de la Morandière fait remarquer qu'il existe une sûreté de pur fait dans la compensation : le décès de l'assuré fait tomber le terme, le rachat nove en créance liquide exigible et la mise en réduction ne change rien. Et pourquoi le dessaisissement du titre entre les mains de la Compagnie ? pour empêcher le souscripteur d'emprunter à un tiers et de lui transmettre le titre alors que la compensation ne peut lui être opposée.

L'auteur pose ensuite le problème de la faillite du souscripteur : après le jugement, il n'y a plus de compensation possible, et la Compagnie doit payer alors qu'elle ne peut prétendre qu'à un dividende pour le remboursement du prêt, d'où nécessité d'une sûreté de droit par constitution de gage, comme pour les avances sur titres consenties par les banquiers ; mais, demande-t-il aussitôt, cette idée de gage est-elle nécessaire ? Les créances et les dettes ayant une cause connexe doivent échapper à la règle de l'article 446 du Code de Commerce, or la compensation a été voulue par les parties dès l'origine, et en pratique on l'admet pour les opérations en compte courant, les reprises et les récompenses de la femme. Il y a connexité entre les dettes de l'assureur et du souscripteur : il y a deux actes juridiques, ainsi que pour les récompenses et les reprises, mais l'avance est possible parce qu'il y a une police d'assurance, dont elle permet la continuation. Quant au remboursement anticipé du prêt, le remploi n'est-il pas admis également pour les biens de la femme du failli ?

M. Julliot de la Morandière conclut que l'idée du gage

doit être critiquée, non pas tant parce que le gagiste est à la fois créancier et débiteur, mais parce que le rachat d'office devient un pacte commissaire interdit par la loi. En cas de faillite de l'assureur, le souscripteur doit pouvoir invoquer la compensation, car on ne peut songer raisonnablement à lui faire rendre l'avance qu'il a reçue au risque de ne toucher presque rien en retour. Il faut considérer l'avance sur police comme un contrat nouveau, connexe et secondaire de l'opération d'assurance sur la vie, ce que les conseillers à la Cour d'Appel de Paris n'avaient pas reconnu dans leur arrêt du 30 juin 1904.

En résumé, les avances sur polices sont accordées dans des conditions qui ne permettent pas de concevoir le dépôt de la police entre les mains de l'assureur comme équivalant à une constitution de gage. L'article 65 de la loi du 13 juillet 1930 indique d'ailleurs d'une façon générale les formalités particulières à la dation en gage d'une police d'assurance : avenant, endossement, ou acte prévu à l'article 2075 du Code civil ; ces formalités ne sont pas accomplies lorsqu'un souscripteur demande une avance sur sa police. Quant à l'influence que peuvent avoir les conséquences de la faillite du souscripteur et de la faillite de l'assureur sur la détermination de la nature juridique de l'opération, il faut attribuer plus de poids à celles de la faillite de l'assureur, bien plus graves et bien plus étendues que dans l'autre cas pour les intérêts de la mutualité des souscripteurs.

§ 3. — *C'est un paiement anticipé.*

Qualifier ainsi l'opération, c'est définir le mot avance. Déjà en 1898, M. Cosmao Dumanoir parlait dans sa thèse des

avances sur polices, avances sur les capitaux disponibles mesurés par la valeur de rachat, permettant au souscripteur de continuer son contrat et à la Compagnie de faire fructifier ses capitaux en toute sécurité. Il n'y a pas créance gagée, parce que le débiteur et le créancier sont confondus et que la clause de rachat d'office est alors un pacte commissoire. Cette clause est une précaution de pur fait, une promesse de compensation qui sera d'ailleurs automatique.

Dans son « Nouveau Traité de l'Assurance sur la Vie », M. Lefort signale que la Compagnie d'assurances, au lieu de se reconnaître débitrice de la valeur de rachat, faculté que la loi du 13 juillet 1930 a rendu obligatoire sur la demande du souscripteur, consent à en verser la totalité ou une partie à titre temporaire ; ainsi le contrat peut reprendre son cours dans son intégralité avec le remboursement de la somme remise au souscripteur. Cette avance est subordonnée à l'agrément de l'assureur, car le souscripteur n'a aucun droit absolu.

Des garanties doivent exister : le souscripteur est privé du droit de transporter à un tiers ou de donner en nantissement jusqu'au règlement de l'avance, et il doit remettre la police à défaut d'une mention sur le titre qui serait une indication gênante, prendre à sa charge l'intérêt stipulé outre la prime et s'exposer à la résiliation en cas de non paiement d'un terme d'intérêts. Et M. Lefort ajoute que l'assureur a une sûreté de pur fait : la compensation avec l'indemnité due si l'assuré décède, avec la valeur de rachat si elle est demandée par le souscripteur, avec la valeur de réduction à l'échéance si le paiement des primes est interrompu. Si la clause de rachat d'office joue, il y a compensation de plein droit, et s'il y a faillite du souscripteur, il

y a exception en faveur de la compensation *ex eadem causa*.

Quant au caractère juridique de l'opération : ce n'est pas le paiement d'une dette non échue, puisque l'assureur se reconnaît redevable de la valeur de rachat si elle est demandée ; ce n'est pas un prêt sur gage d'une créance attestée par la police, car il est anormal que le gagiste ait sa propre dette pour gage et la réalisation du gage selon les modes du droit commun est impossible (expropriation, vente aux enchères). Si on adopte la thèse du prêt à intérêt, l'assureur ne peut invoquer la compensation en cas de faillite du souscripteur ; est-ce d'ailleurs bien un prêt ? il n'y a point, le plus souvent, d'obligation de rendre caractéristique du prêt et l'intérêt n'est qu'une indemnité de privation de jouissance de l'assureur sur le capital obtenu par le souscripteur, or il y a des prêts sans intérêt et des intérêts sans prêt. Il n'y a pas davantage assimilation possible à un compte courant mais seulement une analogie, car la réserve constitue une masse globale sans propriété individuelle.

Pour conclure, M. Lefort se rallie à la thèse du paiement à compte ; seul le souscripteur peut user de cette faculté strictement attachée à sa personne, et l'action oblique est impossible. Mais si l'avance est un paiement, où est la dette qui se compense avec celle de l'assureur ? L'existence d'une sûreté de pur fait pour l'assureur, à savoir la compensation, dépend donc de la nature juridique reconnue à l'opération : elle n'est pas nécessaire si l'on adopte la thèse de M. Lefort.

M. Dupuich, le grand juriste de l'assurance sur la vie, a essayé de mettre fin à ces flottements entre les « incertitudes du langage juridique et la terminologie inexacte des Compagnies », pour employer ses propres paroles. Déjà

en 1913, il avait écrit une abondante dissertation sur la nature juridique de l'avance sur police dans le Recueil Dalloz, à la suite de l'analyse des jugements qui ont été étudiés précédemment, et il faut remarquer que depuis la question n'a plus été abordée en jurisprudence, sauf une fois en 1934.

Et il reprend l'examen de l'ensemble de la question dans son traité intitulé « L'Assurance-Vie ». M. Dupuich souligne d'abord la nécessité de trouver une solution définitive et parfaite en droit parce que les avances sur polices constituent un élément important du portefeuille des Compagnies, puisqu'elles font partie des placements autorisés sans limitation par le décret du 9 juin 1906 ; ces opérations sans risques financiers doivent être sans risques juridiques.

Il faut évidemment tenir compte des cas particuliers tenant à la rédaction de l'acte, comme ceux dont les Tribunaux ont eu à connaître. Mais en thèse générale, c'est un paiement à compte, et non un prêt, encore moins un prêt sur gage ; c'est un paiement anticipé imputable sur la réserve. Et l'auteur compare l'opération aux suivantes : celle d'un patron qui occupe un employé au mois et lui verse un demi-mois à la fin de la première quinzaine, c'est une avance ; celle d'un propriétaire qui fait construire une maison par un maçon et paie en partie ce dernier avant la fin de la construction, c'est une avance ; celle d'un négociant qui a signé un effet à trois mois et consent à verser une partie de sa dette immédiatement, c'est une avance.

S'il est stipulé dans l'acte d'avance une faculté de rembourser, on ne saurait y voir le remboursement d'un prêt, car le souscripteur ne fait que reconstituer sa réserve conformément au principe que le paiement de la prime est facultatif. L'objection que l'avance est un prêt parce que

cette somme est la propriété de l'assureur, en tant que prélevée dans une masse collective sans propriété individuelle, se heurte au fait que chaque souscripteur est individuellement créancier de l'assureur ; quand un souscripteur touche une avance, il touche une somme qui lui est due, or, dans un prêt, l'emprunteur n'a aucun droit à la chose prêtée. C'est ce que met en évidence la comparaison entre les avances consenties par une Compagnie sur ses propres polices et celles qu'elle pourrait consentir sur les polices des autres Compagnies : dans le premier cas elle avance des sommes sur le montant de dettes à terme mais certaines, tandis que dans le second cas elle prête à qui elle ne doit rien ; d'ailleurs ces avances sur polices d'autres Compagnies ne sont pas permises par le décret du 9 juin 1906. La stipulation d'un intérêt ne constitue pas la preuve d'un prêt, puisque le Code civil distingue soigneusement le simple prêt et le prêt à intérêt. D'ailleurs l'intérêt se justifie sans recourir à l'idée de prêt, dit M. Dupuich : s'il est perçu à un taux inférieur ou égal au taux légal de capitalisation applicable aux opérations d'assurances, c'est une ristourne ; si même le taux est supérieur au taux légal, c'est une indemnité, car il ne faut pas oublier que l'assurance continue au profit du souscripteur, alors que l'assureur est privé de la jouissance d'une partie de la réserve. Elément constitutif du prêt, l'obligation de rendre est disparue en général de la pratique des avances sur polices ; le souscripteur ne consent plus au besoin qu'au rachat d'office, car la Compagnie préfère se racheter, se libérer de sa dette, plutôt que de devenir créancière du souscripteur qui cesse le service des primes et des intérêts et lui fait courir un risque d'insolvabilité.

Quant à considérer le dépôt de la police entre les mains de l'assureur comme constituant un gage, M. Dupuich s'y

refuse formellement. C'est une mesure de précaution pour ne pas laisser circuler un titre payé partiellement, de même que le souscripteur d'un billet qui en escompte une partie d'avance, exige que le billet soit retiré de la circulation dans son intérêt et celui des tiers. Et la liquidation de l'avance ne ressemble en rien à la réalisation d'un gage. Le gage permet au créancier de transformer la chose en un prix à la suite d'un jugement et de se payer à due concurrence de sa créance, le solde revenant au débiteur s'il y a lieu ; au contraire, à la liquidation, l'assureur débiteur paie le solde au souscripteur créancier : la situation est inverse. Il n'y a donc pas lieu d'appliquer les formalités de constitution de gage, enregistrement et signification au débiteur : il n'y a aucun droit privilégié qui l'exige, l'assureur est débiteur et à la liquidation ne retient que ce qu'il a déjà payé. De même les formalités de réalisation, ordonnance en justice de paiement à due concurrence après vente aux enchères ou expertise : il n'y a aucune disproportion à craindre entre la dette et le gage puisque tout se règle par différence, et aucun arbitraire à écarter dans l'évaluation de la police puisqu'elle est soumise à une réglementation publique et uniforme pour tous. La vente aux enchères est d'ailleurs impossible puisqu'il faut le consentement de l'assuré à tout changement de bénéficiaire ; pareillement l'expertise en justice qui se heurte aux règles de calcul de la valeur de rachat dont les Compagnies doivent rester maîtresses, en raison de la stabilité économique de leur portefeuille sous le contrôle de l'Etat prévu par la loi du 17 mars 1905.

M. Dupuich conclut que l'opération d'avance sur police ne peut être considérée en droit comme étant un contrat de prêt, sauf cas de stipulation expresse des parties en ce sens,

ce qui est tout à fait exceptionnel aujourd'hui. Ce n'est jamais un prêt sur gage, parce qu'un débiteur, qui paie sa dette et se fait remettre le titre en échange de sa libération partielle, n'est pas un créancier qui réalise son gage.

Envisageant enfin le cas de la faillite de l'assureur, l'auteur signale qu'il peut y avoir des droits à exercer au profit de la masse créancière au sujet des avances sur contrat consenties à des souscripteurs, lorsque, selon la volonté formelle des parties, on peut y voir un prêt de l'assureur au souscripteur. C'est le cas qui s'est présenté, comme il a été vu précédemment, dans l'affaire de la « Caisse des Familles » : l'exigibilité de la dette de l'assureur entraîne celle de la dette du souscripteur de par le lien conventionnel établi entre elles au cas de liquidation de l'opération d'avance sur police, et la compensation paraît difficile à invoquer. De toute façon, si l'avance sur police est un paiement à compte fait au souscripteur, il ne s'agit pas de compenser deux dettes respectives, mais d'imputer sur une dette unique un remboursement anticipé.

CHAPITRE IV

Droit comparé.

SECTION I. — DROIT SUISSE.

Deux principes ont inspiré le législateur suisse lorsqu'il a rédigé la loi sur les assurances du 2 avril 1908 ; ils sont indiqués dans l'exposé des motifs : ce sont le maintien de l'ordre public et la protection du souscripteur. Une autre phrase exprime nettement le souci de défendre les individus isolés contre le monopole de fait des Compagnies. Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir le seul article de la loi concernant les avances sur polices, envisager ainsi la question : si l'ayant droit a donné en gage à l'assureur le droit qui découle d'un contrat d'assurance-vie, l'assureur peut compenser sa créance avec la valeur de rachat, après avoir sans succès adressé au débiteur une sommation écrite de payer la dette dans les six mois à partir de cette sommation, en le prévenant des conséquences de la demeure (article 95).

Cette réglementation établie par le législateur laisse supposer que l'opération d'avance sur police n'est souvent consentie par l'assureur que si le bénéfice du contrat lui est abandonné en gage. Or, en droit suisse, la compensation est considérée comme une institution de garantie. Si l'assureur est obligé de faire jouer la garantie, la compensation entre la valeur de rachat et le montant de l'avance ne s'opère pas automatiquement ; il n'est pas exigé que

les deux dettes réciproques soient pareillement liquides et exigibles : ainsi l'assureur est débiteur d'une somme mesurée à tout instant par la valeur de rachat, le souscripteur est débiteur du remboursement d'un prêt : il suffit d'une déclaration adressée par l'une des parties à l'autre, selon l'article 124 du Code suisse des obligations, pour que la compensation joue et que l'assureur soit couvert contre le risque d'insolvabilité de l'emprunteur. La loi de 1908 a déterminé la forme et le contenu de cette déclaration, et fixé un délai au débiteur pour réfléchir aux conséquences de la déclaration et payer sa dette s'il veut éviter la compensation. Cette compensation remplace le rachat d'office stipulé dans les avances sur polices par les Compagnies d'assurances françaises, et les formalités de son accomplissement ne lui donnent en rien le caractère d'un pacte commissoire tel que celui prohibé par le droit français.

En outre, il faut signaler que dans les bilans des Compagnies d'assurances suisses, se trouvent rassemblés sous la même rubrique : « Paiements anticipés et prêts sur polices ».

SECTION II. — DROIT ALLEMAND.

La question des avances sur polices a été récemment exposée de façon complète dans une thèse allemande de doctorat en droit consacrée à l'étude des droits du souscripteur sur la réserve en assurance sur la vie. Un important chapitre est en effet intitulé : « Paiement anticipé (Prêt sur police) », ce qui dénote l'emploi simultané en Allemagne des deux expressions « Vorauszahlung » et « Policendarlehen ».

En voici un résumé, en respectant le plan de l'auteur.

§ 1^{er}. — *Du droit au paiement anticipé.*

Ce droit est l'une des modalités du droit sur la réserve, capital-épargne appartenant au souscripteur d'après son caractère économique, droit que le législateur n'a pas pu inclure dans le cadre d'une réglementation impérative en raison de son développement tardif.

Les obligations futures de l'assureur sont diminuées du montant des sommes versées et les primes à échoir sont augmentées d'une surprime d'avance correspondant à la charge du capital perçu par anticipation. Toute latitude est laissée à l'accord libre des parties, et la loi sur le contrôle des assurances exige seulement que les éléments de la possibilité d'obtenir des paiements anticipés soient insérés dans les conditions générales approuvées par les autorités du contrôle.

Existe-t-il un droit du souscripteur d'obtenir des avances sur polices, une obligation de l'assureur de prêter sur polices ?

Les partisans d'un droit aux avances invoquent le fait que jusqu'en 1914 les Compagnies d'assurances sur la vie ne se sont jamais refusées à donner suite aux demandes de paiements d'avances, et qu'il a fallu les circonstances économiques anormales créées par la guerre pour qu'une décision de l'Union des Compagnies prise le 31 août 1914 mit fin à cette pratique. Y a-t-il un droit fondé sur la coutume ? Les prescriptions concernant les avances sur polices, qui d'après une jurisprudence constante s'interprètent à la charge de l'assureur si elles sont ambiguës, accompagnent dans les clauses de la police les prescriptions légalement impératives concernant le rachat et la réduction : c'est reconnaître indirectement ce droit. Et même s'il y a

stipulation que l'assureur peut consentir des avances, cette stipulation n'a de sens que si ce droit n'est pas contesté. D'autre part, s'il est accordé au souscripteur par des dispositions légales impératives un droit permanent à la valeur de rachat, on doit lui reconnaître un droit à une avance qui n'est qu'un droit fragmentaire du premier. L'existence du droit reconnu en toutes circonstances économiques, les autorités du contrôle peuvent intervenir en temps de guerre en faveur des Compagnies d'assurances « menacées dans leur existence », par application de la loi sur le contrôle.

Les adversaires pensent que la réglementation indique seulement que, si des avances sont accordées, il sera procédé selon un mode parfaitement défini ; elles voisinent avec celles concernant le rachat et la réduction parce que ces trois éléments sont en rapport étroit avec la réserve mathématique. Ils concluent qu'il ne s'agit que de l'indication d'une possibilité économique, sans que l'assureur ait voulu par là conférer un droit. Un assureur peut-il songer à se lier pour le temps de guerre, alors qu'il aurait les plus graves difficultés à se procurer les fonds nécessaires ?

Mais l'auteur estime qu'on ne peut refuser ce droit au souscripteur si l'on veut que son droit sur la réserve trouve sa parfaite réalisation. Ce droit aux avances est une fraction du droit irrévocable au rachat, tant au point de vue quantitatif pour le montant des avances, qu'au point de vue qualitatif pour la résiliation du contrat d'assurance. Par ailleurs, l'octroi des avances étant prévu dans les conditions générales des polices, on ne peut voir une simple éventualité prendre place dans ce texte sans que mention expresse de la restriction n'y soit faite. Pour le cas de guerre, l'assureur peut lier le taux des surprimes d'avances

aux conditions du marché monétaire, et les autorités du contrôle peuvent intervenir.

§ 2. — *Des avances.*

Comme conditions préalables à une demande d'avance, il faut : que la faculté de rachat soit prévue dans les conditions générales de la police, que la valeur de rachat soit supérieure au montant de la prochaine prime annuelle qui est à déduire de cette valeur.

L'assureur est valablement saisi par une déclaration écrite du souscripteur, et l'assureur a le droit d'inscrire sur la police le montant de l'avance, mais il n'y est pas tenu, et un tiers ne saurait fonder aucun droit sur l'absence de cette mention. Il demande au souscripteur quittance de l'avance versée. Le montant de l'avance ne peut être supérieur à la valeur de rachat arrêtée à la fin de l'année en cours, sous déduction de la première prime à échoir pour couvrir l'assureur contre le risque du non-paiement des primes de l'année qui suit, alors que le souscripteur peut avoir résilié son contrat ou l'avoir mis en réduction. La surprime d'avance jusqu'à la prochaine échéance est également le plus souvent retenue.

Le contrat d'assurance continue : il y a seulement déplacement des prestations futures des deux parties. Les paiements futurs de l'assureur sont réduits du montant de l'avance consentie ; au montant de la prime payée par le souscripteur s'ajoute la surprime d'avance calculée en un tant pour cent du montant de l'avance et éventuellement, en temps de crise, une surcharge correspondant à la différence du taux d'escompte de la Reichsbank et du taux de la surprime, afin d'indemniser l'assureur pour l'intérêt supé-

rieur qu'il eût obtenu dans d'autres placements. Le montant de la surprime est prévu dans l'accord entre les parties, et bien qu'elle ne soit pas une véritable prime, elle est payable aux mêmes échéances que la prime de la police et les recours en cas de retard sont les mêmes. Il est spécifié qu'en cas de non paiement l'assurance est résiliée et que la valeur de rachat est payable sans qu'il puisse y avoir mise en valeur de réduction : cette stipulation n'est en rien contraire aux dispositions de la loi sur le contrat d'assurance, puisque le législateur n'a pas réglé la question des avances.

Le souscripteur a le droit de rembourser l'avance à chaque échéance de prime si préavis par écrit a été donné quinze jours auparavant ; par là, le contrat initial rentre en vigueur en ce qui concerne les obligations des deux parties.

Si le souscripteur demande un prêt sur police, il signe une reconnaissance de dette et paie des intérêts sur prêt. L'assureur se fait donner en gage le bénéfice de l'assurance, reçoit la police en nantissement et délivre un bulletin de dépôt. Le remboursement de l'emprunt est facultatif. Et l'auteur se propose d'étudier la nature juridique de ce droit, dont l'existence lui paraît pour le moins artificielle, en corrélation avec celle des avances, d'autant plus que les deux questions s'interpénètrent au point qu'en pratique les deux expressions « prêt » et « avances » sont souvent employées l'une pour l'autre.

§ 3. — *Nature juridique.*

Deux points doivent d'abord être précisés en ce qui concerne aussi bien les avances que les prêts : d'une part, le versement n'est consenti que jusqu'à concurrence du mon-

tant de la valeur de rachat ; d'autre part, l'assureur n'a aucun droit d'en exiger le remboursement.

Du premier point, il découle que le versement est un prélèvement sur la réserve au profit du souscripteur, qui, selon l'opinion de l'auteur, jouit à chaque instant du droit irrévocable de faire valoir ses droits sur elle. Et, par suite, il est plutôt une exécution partielle et anticipée des engagements de l'assureur que l'inscription au crédit d'un compte ouvert au souscripteur d'une somme qu'il sera cependant tenu de lui verser plus tard ; l'assureur paie *solvendi causa* de la même façon que le patron fait à son employé le 15 du mois une avance sur les appointements normalement payables à la fin et proportionnelle à la partie acquise.

Le second point confirme cette opinion. En effet, un contrat de prêt ne se conçoit pas en droit sans l'obligation de restituer une quantité de même nature ; l'absence de cette clause enlève le caractère d'un prêt à l'opération.

Les sommes versées, qu'elles soient appelées prêts ou paiements d'avance, ne représentent qu'une avance *solvendi causa*, une exécution partielle et anticipée du contrat d'assurance par l'assureur. Et si le législateur a parlé dans la loi sur le contrôle de « versements d'avances » et de « prêts sur polices », il a voulu seulement employer les deux vocables d'usage courant en pratique pour désigner un même fait juridique, mais non préciser qu'il y avait deux cas juridiques différents.

La thèse du paiement n'est pas infirmée par le fait que le souscripteur a le droit de faire à chaque instant des versements, non des remboursements. Ce droit n'est établi que dans le seul intérêt du souscripteur, qui peut ainsi s'affranchir du paiement de la surprime et faire disparaître l'amputation du capital assuré. Par le fait que l'assureur n'est

pas en droit d'exiger ce reversement et n'a aucune action, il ne saurait de la concession d'une avance découler à son profit aucun droit de gage sur le capital assuré, étant donné la nature accessoire du droit de gage (articles 1204 et 1273 du Code civil allemand).

La surprime d'avance n'est donc pas l'intérêt d'un prêt, puisqu'il n'y a pas créance de l'assureur productive d'intérêts, c'est une compensation de l'exécution anticipée du contrat d'assurance qui, dans les calculs financiers, avait été prévue pour plus tard. Elle ne pourrait être, en aucune façon, une indemnité : la réserve mathématique destinée à la couverture des obligations futures de l'assureur se trouve réduite, mais ses engagements futurs se trouvent diminués dans la même proportion.

Pour terminer, l'auteur fait remarquer que les prêts sur polices sont actuellement utilisés par les assureurs pour permettre le paiement des primes : il s'agit au fond d'une prorogation de paiement des primes, et on peut douter que l'assureur soit en droit d'en exiger le remboursement, comme celui d'un prêt, dans le cas exceptionnel où la dette du souscripteur dépasserait celle de l'assureur. De tels prêts, dont les frais sont relativement élevés, sont seulement propres, surtout en temps de crise où les primes rentrent difficilement, à refouler les uns sur les autres les bénéfices des exercices successifs, en ce sens qu'il figure à l'actif du bilan des éléments immobilisés qui diminuent les bénéfices ultérieurs.

Suppléant au silence de la loi allemande du 30 mai 1908 sur le contrat d'assurance en ce qui concerne les avances sur polices, cette thèse laisse supposer que l'opinion couramment admise en Allemagne est celle d'un paiement par-

tiel et anticipé, à valoir sur toutes les sommes pouvant être dues par l'assureur à raison du contrat d'assurance.

Considérer la réserve comme un capital-épargne est une fiction économique qui répond certainement aux intentions du souscripteur et justifie de sa part le droit d'obtenir des avances ; elle ne peut gêner l'assureur dont les opérations ont précisément pour but de mettre des capitaux à la disposition des gens prévoyants. Il faut souligner également, au point de vue de l'intervention possible du législateur, les liens établis par l'auteur entre le rachat et les avances sur polices : ce sont deux opérations que leurs résultats opposent, mais que leur financement rapproche, et la réglementation légale de l'une pourrait s'inspirer de celle de l'autre.

CONCLUSION

Quelle est donc en l'état actuel du droit la nature juridique de l'opération appelée couramment « avance sur police » ?

Les rédacteurs du Code civil ont rassemblé les principes fondamentaux de notre droit, et en des titres distincts des prescriptions ou défenses communes à toutes les obligations d'une part, des règles spéciales à certains contrats parmi les plus courants à l'époque d'autre part : or le contrat d'assurance terrestre n'était pas de leur nombre. Les juristes et les Tribunaux ont donc été obligés de créer de toutes pièces le droit de l'assurance sur la vie ; il était naturel qu'ils cherchassent à s'inspirer le plus possible des textes existants. Mais les erreurs commises démontrent qu'il n'a pas été toujours tenu suffisamment compte de la technique particulière de l'opération. L'assurance sur la vie repose en effet sur un mécanisme financier original, et les solutions des problèmes juridiques qu'elle soulève doivent être recherchés en s'inspirant de l'esprit plutôt que du texte. Comme le disait le Premier Président Ballot-Beaupré, dans son discours du 29 octobre 1904, prononcé à l'occasion du Centenaire du Code Civil : « Le juge ne doit pas rechercher obstinément quelle a été il y a cent ans la pensée des auteurs du Code ; il doit se demander ce qu'elle serait si l'article était aujourd'hui rédigé par eux. » Et la règle suivie par le juge, que ses fonctions obligent à se soumettre à l'évolution des mœurs et aux exigences des circonstances, est applicable également par

l'auteur, cependant moins exposé à subir les nécessités particulières des contingences sociales.

C'est par l'évolution des idées que les questions posées ont fini par être résolues : ainsi la rédaction de la clause bénéficiaire a été considérée comme étant une gestion d'affaires avant que l'on ait admis définitivement que c'était une stipulation pour autrui de l'article 1121 du Code civil ; de même le droit du bénéficiaire a été longtemps justifié comme résultant de l'acceptation d'une offre avant d'être reconnu comme étant un droit propre acquis à l'intéressé. La remarque a déjà été faite que pareille évolution pouvait être relevée en ce qui concerne les avances sur polices.

La nature juridique des avances doit être déterminée en tenant compte des intérêts des souscripteurs d'abord, et des assureurs ensuite, ces intérêts étant d'ailleurs concordants, — et jugée d'après ses conséquences, non pas seulement dans les circonstances ordinaires prévues au moment de l'opération, mais encore et surtout dans les circonstances extraordinaires, par exemple lorsque l'assureur fait faillite.

Le droit du souscripteur à obtenir des avances est créé par l'entente des parties et son existence dépend surtout de la volonté de l'assureur ; la loi pourrait le transformer en une obligation à la charge de ce dernier, dans les mêmes conditions que le rachat, étant donné que les avances ne sont possibles que lorsqu'il y a une valeur de rachat, qu'elles constituent une opération beaucoup moins grave que le rachat, et que les assureurs ne les refusent jamais en pratique.

Considérer les avances comme étant un prêt consenti par l'assureur au souscripteur est dangereux pour les intérêts de ce dernier, ainsi que le démontre clairement la jurisprudence ; et si on supprime le caractère obligatoire du remboursement, on élimine un élément juridique essentiel du

contrat de prêt. En outre, ce contrat vient compliquer inutilement les rapports financiers entre les parties en faisant à la fois du créancier un débiteur et inversement. La nécessité du rachat d'office rend juridiquement impossible la notion de gage. Le dépôt de la police entre les mains de l'assureur ne cause aucune gêne au souscripteur et lui évite le désagrément d'une mention sur la police ; il constitue un commencement de preuve de libération partielle pour l'assureur et surtout sauvegarde les intérêts des tiers. Il semble donc que l'idée d'un contrat distinct du contrat d'assurance sur la vie, ou connexe audit contrat, doive être écartée et que la solution doive être recherchée dans les modes d'extinction des obligations.

L'avance sur police est une mesure d'exécution anticipée d'une obligation, un paiement partiel et anticipé à titre de versement à valoir et à retenir sur toutes sommes qui pourraient être dues par l'assureur. L'existence juridique du contrat d'assurance sur la vie se poursuit dans les mêmes conditions ; seul le montant du capital assuré est modifié et l'obligation financière de l'assureur se trouve réduite au solde dû : en cas de faillite de l'assureur, ce solde est seul soumis à un règlement de compte, et en cas de faillite du souscripteur, la Compagnie est toujours débitrice de la masse et jamais créancière, ce qui évite toute possibilité de contestation judiciaire. Par ailleurs, cette solution donnée au problème de la nature juridique des avances paraît être celle qui s'allie le mieux à la théorie financière de l'opération exposée dans un chapitre précédent.

La véritable conclusion serait une intervention du législateur modifiant deux articles de la loi du 13 juillet 1930 ;

leur nouveau texte pourrait être ainsi rédigé, en s'inspirant du lien financier étroit qui existe entre le rachat et les avances sur polices :

Article 77 : — Sauf dans le cas de force majeure constaté par décret rendu sur la proposition du Ministre du Travail, et sur la demande du souscripteur, le rachat est obligatoire ou des avances sont faites par l'assureur au souscripteur.

— 2^e alinéa supprimé.

— Le prix du rachat, le montant maximum des avances, le nombre des primes à payer avant que le rachat ou des avances puissent être demandées, doivent être déterminés par un règlement général de l'assureur, sur avis du Ministre du Travail. Ce règlement ne peut être modifié que par des règlements généraux postérieurs soumis au même avis.

— Les dispositions du règlement général ne peuvent être modifiées par une convention particulière.

— Les conditions du rachat et des avances doivent être indiquées dans la police, de manière que le souscripteur puisse à toute époque connaître la somme à laquelle il a droit.

Article 76 : — Les assurances temporaires en cas de décès ne donnent lieu ni à réduction, ni au rachat, ni à des avances. Ne comportent ni rachat ni avances, les assurances de capitaux de survie et de rentes de survie, les assurances en cas de vie sans contre-assurance, et les rentes viagères différées sans contre-assurance.

APPLICATIONS PRATIQUES

Etant établi que l'avance sur police est un paiement partiel anticipé, quels sont les rapports financiers de l'assureur et du souscripteur qui a demandé et obtenu une avance sur sa police ?

Le contrat d'assurance continue d'exister et maintient le lien juridique entre les deux parties. L'assureur est toujours tenu de payer, au terme ou à la réalisation de la condition, un capital, et son engagement pécuniaire se trouve réduit à la valeur du capital prévu à la souscription, diminuée de la somme payée par anticipation ; en contrepartie, le souscripteur doit poursuivre le versement intégral des primes stipulées : en effet, l'assureur ne peut consentir une avance que dans la mesure où son montant est amorti par les primes déjà versées, et les primes à échoir sont nécessaires à la constitution des sommes restant dues par lui. En outre, le souscripteur doit acquitter les intérêts du capital perçu par avance ; c'est une obligation mise à sa charge, sans doute, mais les modalités du calcul des primes ne permettent pas de l'éviter ; l'assureur est privé prématurément de la jouissance de sommes, dont les intérêts sont normalement capitalisés par ses soins pour lui permettre de faire face à ses engagements, il est en quelque sorte le créancier temporaire du souscripteur demandeur d'avance.

Le prélèvement effectué par le souscripteur sur la valeur actuelle de sa police, non seulement diminue la valeur de

l'engagement financier de l'assureur, mais encore peut porter atteinte aux intérêts pécuniaires conditionnels d'une tierce personne, à savoir le bénéficiaire, très rarement distinct du souscripteur en cas de vie, presque toujours distinct en cas de décès de l'assuré qui alors n'est autre que le souscripteur. Certes, il n'y a pas de dommage causé, mais un simple manque-à-gagner ; l'avance constitue une sorte de révocation partielle de l'attribution bénéficiaire quant à sa valeur pécuniaire, et ce, même si le bénéficiaire a accepté. L'acceptation du bénéficiaire en cas de décès du souscripteur-assuré lui confère un privilège exclusif en empêchant la désignation d'un autre bénéficiaire, mais le souscripteur reste le maître financier du contrat et possède des droits dont l'exercice prime celui des droits du bénéficiaire, soumis à la condition suspensive du décès; le souscripteur peut demander une avance, ce qui diminue les avantages financiers de la clause bénéficiaire, et même demander la valeur de rachat, ce qui les anéantit purement et simplement.

Les effets d'un contrat d'assurance sur la vie dont l'une des clauses financières a été modifiée par le paiement d'une avance, se traduisant par des prestations en argent, que se passe-t-il lorsque le souscripteur reverse en tout ou partie les avances obtenues, lorsqu'il abandonne le versement des primes périodiques, lorsqu'il cesse le paiement des intérêts des avances, et lorsque l'assureur ne peut plus tenir ses engagements, c'est-à-dire est mis en liquidation judiciaire ou déclaré en faillite ? Les réponses constituent les sujets des paragraphes qui suivent.

§ 1^{er}. — *Reversements.*

C'est à dessein qu'est utilisé le mot reversement et non le mot remboursement. En effet, un remboursement évoque

l'idée d'une dette à éteindre par celui qui rembourse, or cette idée est incompatible avec la nature juridique de l'opération d'avance sur police ; ce reversement est un simple transfert conventionnel de somme d'argent.

L'assureur a rendu au souscripteur le service de mettre à sa disposition un crédit, à concurrence de la valeur actuelle de la dette dont l'assureur consent le paiement partiel anticipé ; service qui n'est pas sans avantage pour l'assureur, puisque ce dernier se libère pour autant de ses engagements et trouve une source de revenus certaine et productive. Les Compagnies d'assurances ont voulu faire mieux, en accordant au souscripteur le droit de reverser l'avance à toute époque et même par fractions, droit mentionné sur le reçu d'avance sur police ; le souscripteur reconstitue le capital garanti en tout ou partie, et les actuaires ne sont pas embarrassés pour trouver des emplois de leurs réserves, aussi sûrs et peut-être plus avantageux que les avances sur police. Ces reversements, comme les avances, se traduisent dans la comptabilité des Compagnies par des virements entre les différents postes de l'actif du bilan, qui constituent la contre-partie directe des réserves figurant au passif.

Il est curieux de constater que le reversement crée, à l'égard de l'article 1186 du Code Civil, une situation juridique semblable à celle signalée précédemment au sujet du paiement de l'avance et de l'article 1244. Ici encore la bonne entente des parties permet de faire ce que le législateur ne voulait pas imposer. D'après l'article 1186, « ce qui a été payé d'avance, ne peut être répété » ; mais le créancier (le souscripteur) offre de reverser ce qu'il a reçu, le débiteur (l'assureur) accepte volontiers, fidèle à la doctrine de concordance des intérêts en présence.

§ 2. — *Cessation du paiement des primes.*

Réduction. — Rachat.

L'hypothèse envisagée est celle d'un souscripteur cessant le paiement des primes de son contrat d'assurance sur la vie, tout en continuant d'acquitter les intérêts dus sur le montant de l'avance.

Ainsi que le veut la loi du 13 juillet 1930, cette décision du souscripteur provoque automatiquement la réduction des effets du contrat. Le risque continue d'être couvert, et si le capital réduit devient exigible par l'arrivée du terme ou la réalisation de la condition, l'assureur verse cette somme diminuée du montant de l'avance. Il y a toujours une différence favorable au souscripteur, puisque la somme avancée est au plus égale à la valeur de rachat, cette valeur étant égale à la valeur de réduction escomptée.

Si la cessation du paiement des primes est accompagnée d'une demande de rachat par le souscripteur, l'assureur est obligé par la loi de racheter immédiatement le contrat, et il retient sur la valeur obtenue le montant de l'avance consentie et des intérêts courus ; l'écart minimum de 10 % entre la valeur maximum de l'avance et la valeur de rachat, est amplement suffisant pour que l'opération ne comporte aucun risque de perte pour l'assureur.

§ 3. — *Cessation du paiement des intérêts.*

Rachat d'office.

La cessation du paiement des intérêts est l'objet d'une sanction sévère : le souscripteur déclare, dans la rédaction du reçu d'avance, que le défaut de paiement d'un seul terme des intérêts et impôts stipulés, équivaldra à la de-

mande définitive, de sa part, du rachat de ladite police, au jour de l'échéance du terme impayé. Cette déclaration constitue ce que l'on appelle couramment la clause de rachat d'office.

Deux questions se posent aussitôt : pourquoi la sanction du non-paiement des intérêts est-elle aussi sévère ? pourquoi est-elle soumise à un consentement préalable du souscripteur exprimé dans le reçu d'avance ?

La réponse à la première question est justifiée par les nécessités financières des opérations d'assurances sur la vie. Les contrats sur lesquels l'assureur peut consentir des avances, sont d'une nature telle que la réserve mathématique, compte tenu s'il y a lieu du versement de la prime annuelle, s'accroît pendant l'année d'une somme inférieure au montant des intérêts que cette même réserve rapporte en tant que placement effectué au taux légal. En d'autres termes, la capitalisation d'une réserve mathématique individuelle ne suffit pas à couvrir le risque de décès de l'assuré, et le secours d'une opération mutuelle est nécessaire si ce risque se réalise pendant l'année.

Or le souscripteur qui a obtenu une avance, se trouve par là détenteur d'une partie du montant de sa réserve au jour de la demande ; les intérêts produits par le reliquat entre les mains de l'assureur et ceux versés par le souscripteur doivent contribuer, non seulement à augmenter la réserve, mais encore à fournir la couverture du risque de décès des assurés du groupe. Si donc un tel souscripteur cesse le paiement des intérêts, il porte une atteinte grave au principe de l'assurance et il met en péril l'état des finances de l'assureur ; comme il ne peut s'agir d'un cas isolé, il faut éviter à tout prix le danger d'une couverture insuffisante du risque ; il n'y a pas d'autre solution que la cessation de

l'opération et le rachat de son obligation par la Compagnie. Ce rachat se traduit par le versement en espèces au souscripteur de la différence entre la valeur actuelle de la police et le total de la somme payée par anticipation et des intérêts dus.

Il faut ajouter que la cessation du paiement des primes coïncide le plus souvent, pour ne pas dire toujours, avec la cessation du paiement des intérêts. Ces deux événements correspondent à une aggravation de la gêne financière du souscripteur que l'avance n'a pu empêcher ; le premier respecte l'opération de prévoyance à concurrence du capital réduit, le deuxième l'anéantit parce qu'il ne peut en être autrement : d'une part le souscripteur est devenu détenteur de la quasi-totalité de la réserve qui devrait se capitaliser en ses mains comme en celles de l'assureur, d'autre part il a un besoin immédiat, et non différé, d'argent liquide, que satisfait le versement de la valeur de rachat. Toute autre solution serait très dangereuse pour la trésorerie des Compagnies d'assurances qui risqueraient d'être appelées à maintenir leurs engagements, même en valeur de réduction, sans disposer des revenus destinés à payer la couverture du risque.

La réponse à la deuxième question est rapportée par les articles 1186 et 1187 du Code Civil. Entre autres stipulations, le contrat d'assurance sur la vie met à la charge de l'assureur l'obligation de payer un capital au plus tard à une date déterminée certaine ou incertaine. L'article 1186 interdit aux créanciers d'exiger l'exécution anticipée avant l'échéance du terme, soit le rachat, sans le consentement du débiteur ; ce consentement, de règle avant la loi du 13 juillet 1930, a été rendu obligatoire par l'article 77 de cette dernière loi. L'article 1187 prévoit qu'il peut résul-

ter de la nature du contrat que le terme soit convenu en faveur du créancier ; or le contrat d'assurance est une opération de prévoyance qui comporte la couverture d'un risque, et le plus souvent le paiement d'un capital à l'échéance s'il n'y a pas eu sinistre, et le succès considérable de l'assurance mixte prouve indubitablement l'intérêt attaché par les souscripteurs au fait de toucher un capital au terme.

La liquidation anticipée de l'opération d'assurance exige donc l'entente des deux parties. Comme l'assureur doit rester maître de la couverture financière de ses engagements, que cette couverture est mise en péril par le non-paiement des intérêts d'une avance qu'il a consentie, il est nécessaire qu'il soumette l'octroi de cette avance à la condition que le souscripteur reconnaisse, dès le premier accord, la nécessité du rachat d'office dans la conjoncture indiquée.

D'où la déclaration par le souscripteur, dans le reçu d'avance, que le refus de payer un terme d'intérêts équivaut à la demande définitive, de sa part, du rachat de la police. Si elle vient à produire ses effets, cette déclaration maintient leurs rôles aux parties dans les formalités à accomplir, puisque le souscripteur devient, par un geste dont il a pris l'initiative, demandeur du rachat rendu obligatoire par la loi pour l'assureur tout disposé à donner suite. D'ailleurs l'assureur ne néglige rien pour attirer l'attention du souscripteur sur les conséquences de son acte : il lui envoie une lettre recommandée de mise en demeure, ce qui est qualifier bien sévèrement un simple rappel à l'ordre, puis une deuxième lettre recommandée pour l'avertir que la liquidation est un fait accompli.

La question de la validité de la clause de rachat d'office a été récemment posée par un jugement du Tribunal de la Seine du 12 février 1934. Les juges ont estimé que l'opéra-

tion d'avance sur police avait les caractères d'un prêt sur nantissement, et ils en ont conclu que la clause de rachat d'office était nulle ; la Compagnie d'assurances, défenderesse, soutenait la thèse du paiement à compte.

L'assureur est créancier du montant de l'avance, décident les juges ; en effet, il prévoit la compensation entre sa valeur et celle du capital ou du rachat, et il stipule la possibilité d'un remboursement, — il ne peut prétendre que le souscripteur reçoit son dû, puisque ce dernier ne peut l'exiger et que la loi considère l'octroi d'une avance comme étant simplement facultatif pour l'assureur, — il est convenu avec le souscripteur d'un versement d'intérêts qui ne s'explique pas si l'avance est un paiement à compte, — ce paiement d'intérêts implique donc qu'il y a prêt, — la remise de la police en garantie constitue un gage, — tous les éléments du prêt sur gage sont réunis, — par suite, la clause de rachat d'office, que la loi du 13 juillet 1930 n'interdit pas aux parties de stipuler dans le domaine de leur libre convention, est inopérante en tant que clause compromissaire annulée par l'article 2078 du Code civil.

En rendant ce jugement, les magistrats ont voulu obtenir un résultat équitable eu égard aux circonstances particulières du litige, mais leurs attendus soulèvent des critiques. M. Maurice Picard, professeur à la Faculté de Droit, les a indiquées dans une note publiée par la *Revue Générale des Assurances Terrestres*, à la suite du jugement en question. Sans doute, les travaux préparatoires de la loi du 13 juillet 1930 sont en faveur de la thèse des juges, mais il faut décider qu'il n'y a pas de gage, même en admettant que l'avance soit un prêt ; par suite, la clause de rachat d'office n'est pas nulle.

En effet, l'assureur possède une garantie dans la compen-

sation ; la dette du souscripteur est aménagée de telle sorte qu'elle est exigible comme celle de l'assureur. La remise de la police entre ses mains est une simple mesure de précaution dans l'intérêt des tiers.

De plus, l'article 2078 du Code civil protège le débiteur contre l'abandon d'un gage de valeur très supérieure à celle de la dette. Or le souscripteur ne court pas ce danger : le rachat d'une police d'assurance sur la vie est réglementé par la loi, et les formalités de réalisation d'un gage ne sont pas applicables. L'avance est une opération particulière dont la conception et la technique ne peuvent être accordées avec les dispositions de l'article 2078.

D'ailleurs, l'intérêt payé par le souscripteur est justifié par le motif que l'assureur ne peut laisser ses réserves improductives, même si elles sont mises à la disposition du souscripteur.

§ 4. — *Faillite ou liquidation judiciaire de l'assureur.*

D'après les articles 18 et 82 de la loi du 13 juillet 1930, la faillite ou la liquidation judiciaire de l'assureur entraînent les conséquences suivantes : le contrat d'assurance prend fin un mois après la déclaration de faillite ou de liquidation judiciaire, — la créance de chacun des bénéficiaires des contrats en cours est arrêtée, au jour du jugement de déclaration de faillite ou de liquidation judiciaire, à une somme égale à la réserve de chaque contrat. Si l'échéance survient pendant le délai d'un mois par l'arrivée du terme ou la réalisation de la condition, la créance a pour valeur le montant du capital assuré, puisque c'est alors la valeur de la réserve.

L'évaluation de la créance se fait d'après la réserve et non d'après la valeur de rachat, car les opérations mutuel-

les cessent complètement : l'assureur ne peut plus effectuer une retenue justifiée par la garantie réciproque d'un risque entre les souscripteurs, et il doit liquider ses comptes sur la base de la totalité de la valeur actuelle de ses engagements, c'est-à-dire de la réserve mathématique. Les souscripteurs, les bénéficiaires en cas de vie, et les bénéficiaires en cas de décès sont donc créanciers de la masse pour une somme déterminée qui leur sera payée en monnaie de faillite.

Mais certains d'entre eux ont pu déjà obtenir de l'assureur le versement d'avances, dans quelle mesure doivent-elles être imputées sur les sommes dues par la masse ? Bien entendu, il n'est pas question d'un remboursement préalable de ces avances à la masse, puisqu'il est reconnu que l'avance est un paiement à compte fait au souscripteur le jour où elle a été accordée : ce qui a été payé ne peut être répété. Il serait absurde de l'imputer sur la créance évaluée en monnaie de faillite, ce qui constituerait une atteinte grave au principe du respect des actes juridiques accomplis en attribuant à l'avance une seconde valeur en monnaie de faillite. Le montant de l'avance doit être retranché de la somme à laquelle s'élève la dette de l'assureur, dont l'existence a d'ailleurs permis le versement de l'avance, et seul le solde ainsi obtenu doit entrer en ligne de compte dans le partage au marc le franc.

Il faut remarquer qu'en ce qui concerne les rapports entre assureurs et souscripteurs relatifs à des opérations d'assurances proprement dites ou connexes, telles que les avances sur polices, la loi du 13 juillet 1930 n'a pas prévu de période suspecte pendant laquelle les paiements de l'assureur en instance de faillite pourraient être annulés. En effet, les formalités administratives, le grand nombre des sous-

cripteurs et la nature même des opérations rendent fort improbable une mesure de faveur, telle celle que pourrait prendre un commerçant en mauvaise posture au profit d'un de ses créanciers qu'il connaît bien, et à la suite d'opérations purement commerciales.

De plus, le principe est formellement établi en assurance sur la vie que, dès l'instant où le souscripteur a versé trois primes annuelles entières, il peut retirer à tout moment les sommes qui lui sont dues : la loi du 13 juillet 1930 a rendu le rachat obligatoire pour l'assureur lorsque le souscripteur le demande. Or, l'avance sur police est une opération moins grave qui reste favorable aux intérêts de tous, puisqu'elle ne porte pas atteinte à l'élément essentiel de l'assurance, à savoir la prévoyance par la mutualité ; cette forme atténuée du droit pour le souscripteur de disposer de son argent doit être respectée si on ne veut pas ébranler cet autre élément d'ordre psychologique : la confiance du public.

Au contraire, si l'avance sur police est considérée comme étant un prêt, il n'est nullement certain que le souscripteur ne soit pas invité à rembourser le montant de l'avance qui lui a été consentie, avant de produire à la faillite pour le montant total des sommes dues par l'assureur. En d'autres termes, la compensation n'est pas nécessairement reconnue comme devant jouer en faveur de celui qui est à la fois créancier et débiteur du failli.

A ce sujet, M. Percerou, professeur à la Faculté de Droit, soutient dans une note de son traité « Faillites, Banqueroutes et Liquidations judiciaires », qu'il est plus juridique de refuser la compensation, parce qu'il n'y a pas un lien de connexité suffisant entre la dette du souscripteur et celle de l'assureur. En effet, il n'y a pas deux obligations résultant d'une même convention, comme dans le cas d'un

contrat d'entreprise ou d'un contrat de bail, où l'une provient de la convention elle-même, le prix ou le loyer, et l'autre de l'inexécution de cette convention par suite de malfaçon ou de trouble de jouissance. Les deux dettes ont une source différente, car l'une découle du contrat d'assurance, et l'autre d'une convention de prêt postérieure, distincte et autonome. La source première et commune, conventionnelle ou quasi-contractuelle, signe le plus sûr de la connexité, fait donc ici défaut. Si la jurisprudence anglaise s'est établie, après hésitations, en un sens favorable à la compensation, on ne peut en tirer argument pour la même solution en droit positif français, car les principes sont foncièrement différents en Angleterre, pays de l'assurance sur la vie par excellence, et en France, où la compensation est moins largement admise.

Pour terminer, une question et une réponse : une Compagnie d'assurances sur la vie peut-elle faire faillite ? Des mesures ont été prises par le législateur pour rendre cette éventualité aussi rare que possible. Son fonctionnement est soumis aux dispositions de la loi du 17 mars 1905 qui lui impose en premier lieu les formalités d'enregistrement, et ensuite le respect de règles financières sous la surveillance des autorités du contrôle de l'Etat. Si ces règles sont scrupuleusement suivies, un assureur ne devrait pas cesser de pouvoir faire face à ses engagements, sauf catastrophe économique générale. Mais l'erreur est humaine, et alors, si les commissaires-contrôleurs font leur devoir, l'enregistrement cesse d'être valable dès qu'un décret, rendu sur le rapport du Ministre du Travail, constate que l'entreprise ne fonctionne plus en conformité soit de ses statuts, soit de la loi du 17 mars 1905, soit des décrets et arrêtés qu'elle

prévoit ; la mise en liquidation de l'entreprise suit le retrait de l'enregistrement.

En fait, aujourd'hui, si un assureur-vie fait de mauvaises affaires, il existe une solution beaucoup plus heureuse et bien plus respectueuse des intérêts des souscripteurs et bénéficiaires. Les Compagnies d'assurances ne sont pas seulement solidaires sur le terrain financier par le jeu des réassurances, elles sont obligées de l'être également sur le terrain moral pour sauvegarder leur réputation dans l'esprit des épargnants. Elles ne veulent pas que la faute de l'une d'elles puisse faire subir un préjudice à ses souscripteurs et bénéficiaires ; elles s'entendent pour se substituer à l'assureur défaillant et tenir ses engagements, non seulement dans leur valeur actuelle payable immédiatement, mais encore dans leur valeur future payable sous condition ou à terme, ce qui répond pleinement aux idées de prévoyance des souscripteurs.

Ainsi, l'entr'aide, la mutualité jouent sur tous les plans, entre souscripteurs et entre assureurs, entre Français et entre nationaux de tous les pays, du monde entier. Nul autre exemple que cette assistance mutuelle des assureurs ne peut mieux légitimer la juste renommée et la confiance méritée dont l'assurance sur la vie jouit auprès du public, et qui élèvent une institution due à l'initiative privée au rang d'un établissement d'utilité publique.

Vu :

Le Président de Thèse,
Maurice PICARD.

Vu :

Le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Journal Officiel. — Documents parlementaires :

Chambres des Députés : 1906, N° 89 — 1920, N° 491 — 1925,
N° 1544 — 1926, N° 3316.

Sénat : 1927, N° 571.

Revue. — Jurisprudence :

Annales du Droit Commercial : 1904, p. 321.

Annuaire de Législation étrangère : 1908, pp. 127, 456.

Journal des Assurances : 1904, pp. 70, 538 — 1905, p. 253 —
1906, p. 193 — 1908, pp. 495, 531 — 1910, p. 163 — 1913,
p. 258.

Moniteur des Assurances : 1904, p. 685.

Recueil Dalloz : 1892.1.205 — 1913.11.289.

Revue critique de législation et jurisprudence : 1905, p. 134.

Revue de Droit international et de législation comparée :
1909, pp. 66, 180 — 1910, p. 263.

Revue générale des assurances terrestres : 1934, p. 544.

Auteurs :

COLIN et CAPITANT : *Traité de Droit Civil.*

DUPUICH : *L'Assurance-Vie.*

LEFORT : *Nouveau Traité de l'Assurance sur la vie.*

PERCEROU et DEFFERTEAUX : *Faillites, Banqueroutes et Liquidations judiciaires.*

POTERIN DU MOTEL : *Théorie des Assurances sur la Vie.*

Thèses :

Paris : COSMAO DUMANOIR : 1898, 20.

VIDAL : 1898, 76.

FRANCEZ : 1900, 13.

BEDOREZ : 1903, 21.

JULLIOT DE LA MORANDIÈRE : 1909, 114.

DELALANDE : 1926, 51.

PORTIER : 1934, 35.

Province : BONNECASE : 1911, 22.

QUENELLE : 1911, 68.

Allemagne : NÖBEL : *Das Deckungskapital in der Lebensversicherung* (1930).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	7
CHAPITRE I. — Les Textes	11
Section I. — Avant la loi du 13 juillet 1930	11
§ 1. — Le projet de loi du 12 juillet 1904	11
§ 2. — Le Décret du 9 juin 1906	13
§ 3. — Le projet de loi du 9 mars 1920	14
§ 4. — Le projet me loi du 7 avril 1925	14
Section II. — La loi du 13 juillet 1930	16
Section III. — Les Conditions Générales des Polices ...	16
CHAPITRE II. — Théorie financière	19
Section I. — La prime	20
Section II. — Calcul de la prime	20
§ 1. — Les tables de mortalité	21
§ 2. — La table financière	22
§ 3. — Principes du calcul	22
Section III. — Les réserves mathématiques	24
§ 1. — Raison d'être	24
§ 2. — Réserves individuelles et réserves globales.	25
§ 3. — Utilité	27
Section IV. — Réduction — Rachat — Avances	30
§ 1. — Valeur de réduction	30
§ 2. — Valeur de rachat	31
§ 3. — Avances	35
CHAPITRE III. — Nature juridique	40
Section I. — Les Assureurs	41
§ 1. — Avant 1930	42
§ 2. — Depuis 1930	44
§ 3. — Conclusion	48
Section II. — La Jurisprudence	50
§ 1. — Affaire de la « Caisse des Familles »	51
§ 2. — Affaire de la « Compagnie Algérienne »	55
§ 3. — Affaire de la « New-York »	57
§ 4. — Affaire de la « Réserve Mutuelle »	59
§ 5. — Conclusion	60

	Pages.
Section III. — La Doctrine	62
§ 1. — C'est un prêt	63
§ 2. — C'est un prêt avec garantie	65
§ 3. — C'est un paiement anticipé	70
CHAPITRE IV. — Droit comparé	77
Section I. — Droit Suisse	77
Section II. — Droit Allemand	78
§ 1. — Du Droit au paiement anticipé	79
§ 2. — Des avances	81
§ 3. — Nature juridique	82
CONCLUSION	86
APPLICATIONS PRATIQUES	90
§ 1. — Reversements	91
§ 2. — Cessation du paiement des primes. — Réduction. — Rachat	93
§ 3. — Cessation du paiement des intérêts. — Rachat d'office	93
§ 4. — Faillite ou liquidation judiciaire de l'assureur.	98
BIBLIOGRAPHIE	103

